Vol 17 # 16 • Du 18 au 24 Octobre 2023

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

Enpas ekonomik Repiblik Dominikani lè Abinadè fèmen fwontyè a

Page 6

LE CANAL NE VA PAS S'ARRÊTER !



Voir page 3

Photo : Jéthro-Claudel Pierre Jeanty/Nord-Est Info

La construction du canal sur la rivière Massacre ne va pas s'arrêter et le gouvernement de la République d'Haïti réclame le respect de l'intégrité de son territoire

As MSS Tries to Subdue Haiti's Resistance, USAID Will Assemble "Civil Society" Puppets

Page 9





L'arrogance contre Haïti !

Page 7

CANAL DE L'ESPOIR : LE CHEMIN DE LA DIGNITÉ DE TOUTE UNE NATION !



Solidarité avec la Palestine se propage partout dans le monde !

Page 10-11



Voir page 4

Photo : Jéthro-Claudel Pierre Jeanty/Nord-Est Info

Les patriotes professionnels, en Haïti et à l'étranger, doivent soutenir ce mouvement par leurs connaissances, leurs réflexions et leur participation agissante



Nous portons le deuil des mineurs turcs

Page 17



L'assassinat de Jean-Jacques Dessalines continue !

Par Berthony Dupont

Le 17 octobre 1806, vingt-huit mois après la proclamation de l'indépendance et la fondation de la Nation haïtienne, le principal dirigeant de cette épopée révolutionnaire anti-esclavagiste et anticoloniale de 1804 a été crapuleusement assassiné par les couches dominantes pour le contrôle de l'appareil de l'Etat.

Ce funeste événement n'a pas marqué une nouvelle ère, encore moins un renouveau. Bien au contraire ! Comment Haïti pouvait en être autrement, quand juste après la fameuse victoire à Vertières sur l'armée française, les fils des colons exécutent sans états d'âme l'artisan du rêve de la transformation sociale et politique du nouvel Etat ? Celui qui voulait que la grande majorité paysanne, en l'occurrence les descendants d'esclaves des champs puissent vivre, travailler et récolter en paix le fruit de leur sueur.

217 ans après, le pays n'a connu que des imbéciles corrompus, des valets, à la solde de l'étranger et des traîtres au pouvoir, complices tacites des anciennes puissances esclavagistes qui ne font que livrer la guerre au peuple pour le ramener sous la domination coloniale.

Cet assassinat reste une réussite pour la classe des réactionnaires. Car, ils ont pu détruire totalement tous les rêves et de surcroit les idéaux progressistes dessaliniens de faire de cette Nation un exemple de société en mesure d'ériger un système politique juste socialement où la liberté occuperait la première place. Il s'agit, en fait, de rompre avec le projet colonial, la destruction totale des rapports coloniaux esclavagistes et combattre l'hégémonie des puissances occidentales de sorte que les nouveaux paysans sortent enfin de leur paradoxe.

L'assassinat de Jean-Jacques Dessalines a fait avorter le processus de libération des masses opprimées que portait en elle la Révolution sociale de 1804. Pire, il a ouvert la porte à un au autre projet de gouvernement, une autre société d'exploitation des masses travailleuses.

Ce fut en quelque sorte une rupture totale des projets sociaux que Dessalines, le Père de la patrie avait voulu mettre en place pour le partage des ressources du pays dans l'intérêt de tous les Haïtiens. Dix-sept octobre 1806, demeure une coupure dans la société haïtienne, un coup d'Etat établissant une rupture totale entre la Révolution de 1804 et l'avenir de cette terre.

Depuis cette date, le pays a emprunté une fausse route débouchant sur une tragédie nationale pour les anciens esclaves et leurs descendants. Ainsi, tous les gouvernements qui se sont succédé à la tête du pays ne font que s'adonner à des réformes conjoncturelles bien souvent impopulaires toujours dans l'esprit de tenir intact le statu quo ante.

Ce premier crime politique qu'est l'assassinat du Fondateur de la Nation a complètement et catégoriquement modifié les conceptions du pouvoir dans ce pays. Ce que nous vivons aujourd'hui est le résultat concret de ce premier coup d'Etat de l'histoire haïtienne qui a mis frein au processus de changement que voulait le Père de la Nation. Les acteurs et assassins qui avaient concocté le parricide ont seulement changé de visage et de vêtements mais ils demeurent authentiquement les mêmes escrocs occupant l'appareil de l'Etat.

Leur conception est d'avoir le pouvoir pour le pouvoir, jouir de ses privilèges mais sans jamais construire une piste d'atterrissage qui aurait pu nous permettre de progresser ou de reprendre le contrôle de notre destinée.

La signification du dix-sept octobre 1806 ne saurait être la même pour les masses défavorisées qui pleurent encore l'assassinat de Jean-Jacques Dessalines et ceux qui se réjouissent de ce coup fatal. Cette classe de criminels, minoritaire, au pouvoir qui ne voit qu'elle et se foutant cordialement du malheur de la majorité, particulièrement les plus vulnérables est le grand responsable du drame que traverse actuellement le pays. Le 17 octobre que le pouvoir commémore hypocritement chaque année représente, pour autant, un jour de victoire de la domination étrangère sur les masses populaires haïtiennes.

Pour comprendre la situation sociopolitique actuelle d'Haïti ou du moins se demander comment le pays en est-il arrivé à cet état lamentable, il faut tout d'abord comprendre les multiples dessous de l'assassinat de Dessalines.

Alors que le Premier ministre de facto Ariel Henry a timidement déposé une gerbe de fleurs au Musée du Panthéon National d'Haïti (Mupanah), le 17 octobre 2023, avec le cynisme qui le caractérise, ce Gonzé attend avec impatience l'arrivée des militaires étrangers qu'il a lui-même sollicités et parrainés par les puissances impérialistes pour venir souiller une nouvelle fois le sol national. N'est-ce pas trahir une énième fois notre immortel Empereur, Jean-Jacques Dessalines !

Ces simulacres de commémoration ne sont que pour la façade afin de mieux cacher le vrai visage des auteurs et co-auteurs du crime du 17 octobre, en l'occurrence la présente oligarchie qui veut tout tenter afin de venir à bout du peuple.

N'est-ce pas l'assassiner à nouveau et cela quotidiennement quand les nantis et les vautours locaux, ces sous-fifres de l'impérialisme, ces élites rétrogrades vivant à outrance dans un luxe insolent, pillent et accaparent toutes les richesses du pays pour ne jeter que des miettes au peuple ? Le projet de l'assassinat de Dessalines continue et persiste encore, puisque ce sont toujours les mêmes assassins qui occupent la scène politique haïtienne.

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Le canal ne va pas s'arrêter !





Ci-dessus, premier à partir de la gauche le ministre des Affaires étrangères de la République dominicaine, Roberto Álvarez et les membres de la mission de l'Organisation des États américains (OEA)

Par Isabelle L. Papillon

Une certaine délégation de l'Organisation des Etats Américains (OEA) composée, selon le ministère dominicain des affaires étrangères rapporté par la presse dominicaine, du docteur Jean Michel Arrighi, Secrétaire aux affaires juridiques de l'organisation et Andrés Sánchez, du Secrétariat au développement intégral, était en République Dominicaine pour s'entretenir avec les officiels de ce pays concernant la construction du canal haïtien.

Le lundi 16 Octobre une rencontre a été tenue entre ces soi-disant émissaires de l'OEA et du gouvernement voisin pour évaluer le travail qui est en train d'être réalisé sur le territoire haïtien particulièrement sur la Rivière Massacre à Ouanaminthe. Selon le journal dominicain Listin Diario, la délégation de l'organisation hémisphérique s'est entretenue avec plusieurs officiels dominicains.

Ont participé à cette rencontre entre autres : l'ambassadeur dominicain auprès de l'OEA, Josué Fiallo ; le directeur général de l'INAPA, Wellington Arnaud; le vice-ministre de l'Agriculture, Eulalio Ramírez; le vice-ministre de l'Environnement, René Mateo ; le directeur de la Commission mixte bilatérale haïtiano-dominicaine, Julio Ortega Tous ; l'ambassadeur Miguel Pichardo; le réalisateur de Border and Limits, Rafael Taveras ; le directeur de l'Institut géographique national, Bolívar Troncoso; le directeur des risques et des catastrophes naturelles du ministère de la Présidence, Mario Grullón ; les directeurs de l'Institut cartographique; le géologue Osiris De León et l'environnementaliste Luis Carvajal, de l'Académie des sciences et de l'environnement de l'Université autonome de Saint-Domingue (UASD) le directeur des études et de l'analyse stratégiques, Anselmo Muñiz ; le directeur juridique, Boni Guerrero ; et le conseiller Emil Chireno de la chancellerie dominicaine.



L'ambassadeur Léon Charles lors de son intervention devant le Conseil permanent de l'OEA

Parlant de l'expérience et de l'expertise des experts de la mission de l'OEA, le chancelier dominicain, Roberto Álvarez, a laissé entendre ces considérations qu'ils *« constituent une plate-forme inestimable pour aborder ces questions de manière équitable et objective, guidées par un engagement à renforcer la paix et la coopération dans notre région »*.

Mais comment se fait-il que le gouvernement haïtien n'a pas été notifié par les instances de l'OEA et même le représentant permanent d'Haïti à cette dite Organisation, l'ambassadeur Léon Charles n'était pas au courant ? Ainsi, justement ce mardi 17 octobre, en réaction à cette réunion, il a publié sur X (anciennement Twitter) : « *Pas si vite comité technique.. Visite technique ou médiation? Qu'en est-il des prérequis?* » Pour ajouter ensuite : *« Empressement à questionner! »*.

Ces deux experts de l'OEA ont-ils dans leur perspective de se rendre en Haïti pour rencontrer les autorités haïtiennes sur cette question qui semble brulante pour les dirigeants voisins ?

De toute façon, il n'est que d'attendre. Mais comme l'avait insisté Léon Charles lors de son intervention devant le Conseil permanent de l'OEA : « *La construction du canal ne va pas s'arrêter. La République dominicaine doit reconnaitre le droit des deux pays à utiliser de manière juste et équitable les ressources en eau partagées de la rivière Massacre, conformément aux termes de l'Article 10 du Traité de paix, d'Amitié et d'Arbitrage du 20 février 1929 et aux normes internationales en la matière* »

« *la République Dominicaine a construit 12 ouvrages sur la rivière Massacre dans la région de Loma de Cabrera et de Dajabon, dont huit prises sur berge et quatre mini-barrages. Les travaux de construction de ces ouvrages ont été réalisés de manière unilatérale et n'ont pas été préalablement notifiés à l'État haïtien. Ces infrastructures hydriques en fonction sur le territoire dominicain exploitent plus de 70% des ressources en eau de la rivière Massacre à des fins agricoles et industrielles.* »

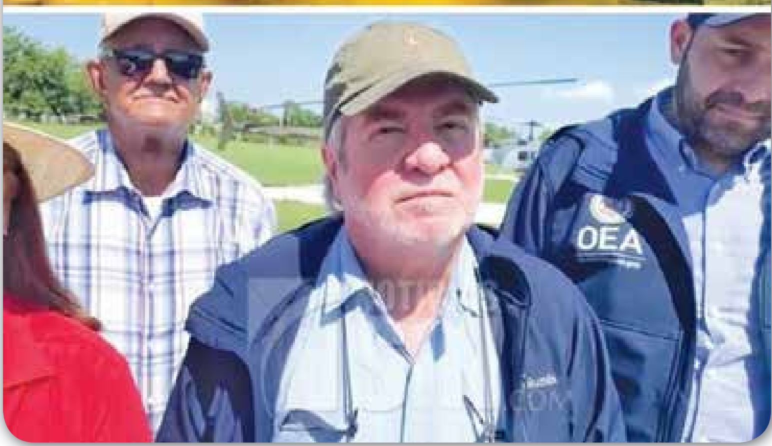
Rappelons que dans ce discours de circonstance en présence du chancelier dominicain, Roberto Álvarez, l'ambassadeur Charles, ancien chef de police du président assassiné Jovenel Moise a fait la chronologie des faits en signalant que : « *les travaux du canal avaient démarré le 2 avril 2021. Peu de temps après, les autorités dominicaines ont dénoncé la réalisation de ces travaux, arguant qu'il s'agissait d'une déviation du cours de la Rivière Massacre. Le 26 mai 2021, une délégation haïtienne s'est rendue à Santo Domingo en vue de faire valoir la position du gouvernement haïtien en présentant et en décrivant l'ouvrage de dérivation. Le 27 mai 2021, à la fin de la rencontre, les deux Parties ont signé une déclaration conjointe stipulant notamment dans ses considérants : '' … il est établi le droit qu'ont les deux nations d'utiliser les eaux des rivières qui se trouvent dans la zone frontalière de manière juste et équitable…''. Le 7 juillet 2021, malheureusement, les travaux ont été interrompus avec l'assassinat du Président Jovenel Moïse* »

« *Le mercredi 30 août 2023, des agriculteurs de la Plaine de Bas Maribahoux ont entrepris la poursuite des travaux de raccordement du canal. Le 1er septembre 2023, le Premier Ministre, Ariel Henry a dépêché une mission sur le terrain en vue de discuter avec les riverains. Le 8 septembre, le gouvernement dominicain a ordonné unilatéralement la fermeture du poste frontalier officiel de Dajabon-Ouanaminthe. Parallèlement, l'armée dominicaine a fait une démonstration de force, en mobilisant des engins lourds sur cette partie de la frontière* » poursuit l'ambassadeur haïtien.

« *Le mercredi 13 septembre 2023 les Gouvernements haïtien et dominicain ont décidé, d'un commun accord de se réunir à Santo Domingo, à travers la Table Hydrique Binationale de la Commission Mixte Bilatérale, afin de trouver une solution juste et définitive à ce différend. Le 14 septembre 2023, alors que les deux parties étaient en pleine négociation, un Décret présidentiel a été promulgué par le gouvernement dominicain mettant à exécution les menaces proférées trois jours plus tôt de fermer les frontières terrestre, aérienne et maritime avec Haïti. Ces mesures unilatérales ont amené la délégation haïtienne à mettre fin aux négociations bilatérales en cours* »

En conclusion, Charles indique aux autorités voisines que *« la construction du canal ne va pas s'arrêter et le gouvernement de la République d'Haïti réclame le respect de l'intégrité de son territoire et appelle aussi à la protection des ressortissants haïtiens en République dominicaine et au respect des conventions internationales en la matière. »*



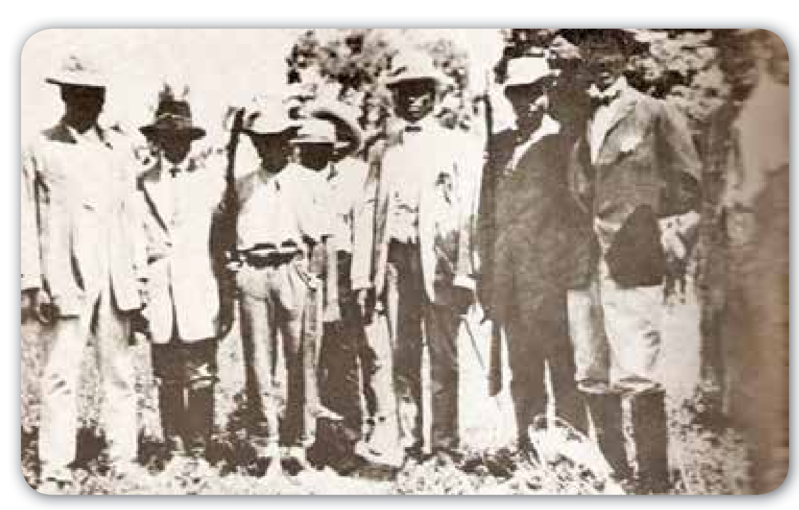


Les membres de l'OEA sur la frontière à Dajabon

Canal de l'espoir : le chemin de la dignité de toute une nation !



Ce canal est un symbole d'unité et de solidarité du peuple haïtien pour une autre Haïti



Les paysans cacos et leur leader Charlemagne Péralte

Par Myrtha Gilbert

Nous avons réussi à arracher notre liberté, il faut la garder à la force de nos muscles pour pouvoir en profiter pleinement (Jean Jacques Dessalines)

*La honte ne te tuera pas, elle te fera avoir le tien (*proverbe haïtien)

Les paysans haïtiens, les paysans des plaines de Maribaroux tracent un chemin de dignité, les gros potentats ici et ailleurs piétinaient depuis quelques temps.

Il faut comprendre que le chemin ne sera pas facile, les mauvaises langues de tout acabit chercheront à semer des épines sur notre chemin. Voilà pourquoi, le plus important aujourd'hui, c'est que les patriotes haïtiens et tous ceux qui veulent que le pays prenne en main son destin se donnent la main.

Nous profiterons de cela pour rappeler, combien il est important pour nous de savoir veiller et défaire toutes les combinaisons louches, intrigantes, etc. ils continueront de semer sur notre passage.

En Haïti, s'il y a un secteur qui a du cran, c'est bien les paysans haïtiens. C'est ce que la vie leur a appris. Depuis le temps de l'esclavage, il apprend à se battre, dans le marronnage il est toujours présent. Il ne s'inclina jamais devant l'armée coloniale française, jusqu'au rendez-vous à Vertières, le 18 novembre 1803.

Après 1804, alors que tous les grands dons de tout acabit du Nord et du Sud cherchaient toutes les combinaisons pour qu'il n'obtienne pas de terres, pour qu'il ne reçoive pas beaucoup de terres, pour qu'il n'y reçoive pas les meilleures terres, les paysans cherchaient toutes sortes de tactiques, toutes stratégies, pour qu'ils puissent travailler.

- Ils se sont convertis en travailleurs de moitié sur de grandes propriétés (général Laplas, sénateurs, hauts fonctionnaires) après 1804. En ce temps-là, ils économisent la petite somme d'argent gagnée dans le *de moitié* pour pouvoir acheter plus tard. C'est ce qu'on appelle : Conserver pour chauffer ;
- Ils prennent des parcelles du domaine de l'Etat des grands potentats, pour planter et récolter. Et ce que plantent les paysans sert à manger à tout le pays, qu'il s'agisse des habitants des montagnes ou des villes ;
- Ils entretiennent des plantations de café dans les montagnes. On ne peut pas l'oublier, c'est la culture du café qui a bâti en Haïti depuis cent cinquante ans (150) certaines routes et ponts (pas pour les paysans), certaines écoles, (presque toutes pendant longtemps n'étaient que pour les citadins uniquement). Hôpitaux, lieux publics… et puis payer les colons français la dette de l'indépendance, qui a fini par démantibuler l'économie du pays.

Les paysans haïtiens, malgré les mauvais coups, et les mauvaises manières des potentats des grandes villes, organisent leur vie, une façon pour toute la communauté d'avoir une vie meilleure. Ils font ce qu'ils peuvent, avec beaucoup de sagesse, beaucoup de responsabilité, beaucoup de courage, dans la mesure où l'État des riches le leur permet.

Beaucoup de gens ne savent pas comment Goman a pu se débrouiller en 1809, pour que le mouvement des paysans de Grand-anse prenne fin dans le cadre d'un accord avec le régime de Pétion, afin que le pays ait une seule nation œuvrant pour une vie meilleure pour tous. Mais pour que l'État reconnaisse le droit des paysans à posséder la terre et à être reconnus comme personnes, comme de véritables citoyens. Les gros bonnets n'étaient pas d'accord sur le fait que les paysans avaient les mêmes droits que la poignée de personnes qui jouissent de tous les privilèges. Ce grand mouvement fantastique dura environ treize ans, jusqu'en février 1820.

Il y a une deuxième fois, dans les années 1844-1846, Jean Jacques Acaau, prend la tête d'un grand mouvement où des petits paysans propriétaires de terres et une masse de paysans sans terre, demandent à l'État haïtien de permettre aux paysans de recevoir une considération de l'État. Obtenez des terres pour ceux qui n'en ont pas, obtenez de bons prix pour les denrées, offrez une éducation à leurs enfants et donnez au travail du paysan la valeur qu'il mérite. A ce moment là, ils avaient demandé à l'État de cesser de payer à la France la dette « *ma douleur » de* l'indépendance, qui écrase les paysans. C'était une façon, pour que notre pays, Haïti de former une seule nation. Comme l'avait voulu Goman également.

Les riches furent bouleversés, ils luttèrent contre ce projet, jusqu'à ce qu'Acaau ait perdu sa vie en 1847. La lutte des paysans pour obtenir la terre et vivre comme un être humain ne s'est pas arrêtée. Son combat deviendra chaque jour plus difficile, surtout lorsque les potentats locaux accordent leurs intérêts avec ceux de l'étranger. Quand aussi quelque fois on arrive à les tromper quant aux véritables causes que défendent les grands dons, les spéculateurs et les politiciens, causes qui ne sont pas vraiment les leurs.

C'est ainsi que Charlemagne Peralte, Benoit Batraville menèrent un grand mouvement de paysans cacos contre l'occupation américaine qui eut lieu en 1915. De nombreux paysans des plaines de Maribaroux et du Plateau Central se joignirent au combat.

Depuis plus de 200 ans, il y a deux projets qui dans notre société, comme l'a si bien montré l'historien Lesly Manigat. Un projet, des paysans qui voulaient que le pays soit maitre de son destin en donnant à tous ses enfants de la nourriture et tout ce qu'il y a de plus nécessaire pour une vie meilleure ; et un autre projet qui est le projet des gros potentats qui était basé principalement sur le fait de produire pour exporter, vendre aux pays étrangers. Jusqu'à ce que l'État haïtien et ses gros spéculateurs deviennent complètement domestiques de certaines puissances telles que la France et les États-Unis.



Les femmes et les hommes s'unissent pour construire le canal de l'espoir

Aujourd'hui, le Canal de l'Espoir est en construction, c'est la première pierre pour remettre Haïti debout. Cela nécessite réflexion, organisation et action.

Cela demande beaucoup, beaucoup de stratégie donc beaucoup d'intelligence. Cela signifie également :

- Les paysans de Maribaroux, Ferrier, et de tout le Nord-Est, devraient serrer la main des paysans du Sud, du Sud-Est, du Centre et des autres départements ;
- Les travailleurs des parcs industriels Sonapi, Codevi, Caracol et tous les autres doivent réfléchir et voir avec quelle intelligence ils entreront dans la lutte pour un fantastique mouvement départemental et national **Main dans la main** avec les paysans ;
- Les associations de jeunes qui luttent pour faire progresser leur territoire en matière d'éducation, de santé, d'agriculture, etc., réfléchissent à la manière dont elles élargiront le mouvement de jeunesse dans toutes les sections, toutes les communes, tous les départements, jusqu'à ce qu'il devienne un mouvement national ;
- Les patriotes professionnels, en Haïti et à l'étranger, doivent soutenir ce mouvement par leurs connaissances, leurs réflexions et leur participation agissante.

Dans le passé, la musique populaire disait : Ogoun demande, tous les cœurs, toutes les têtes, tous les bras. C'est ce dont Haïti a besoin aujourd'hui.

Nous sommes très heureux de voir la solidarité qui s'installe dans la construction du canal… C'est le Mouvement qui doit le soutenir et le consolider. C'est ainsi que le peuple haïtien pourra refaire Vertières.

La victoire est pour les vaillants et les courageux !

*Traduit de la version créole qui a été publiée la semaine dernière

Myrtha Gilbert
8 octobre 2023

La folle de la Place Boyer



La place Boyer à Pétion-Ville

Par J. Fatal Piard

Pastè, pè, moun fou menm yo ye
Yo di sa yo vle, yo fè sa yo vle
Lè yo vle jan yo vle kote yo vle
Pesonn pa fouti di si yo peche

Les dernières statistiques relatives à la cuisante de la problématique de la santé mentale nous ont donné une idée des pays champions dans la production de malades mentaux dans le monde. « **En 2011, sur un total de 18 pays, la France à elle seule comptait 21% suivie des Etats-Unis avec 18% de leur population confrontée à des troubles mentaux** ». C'est ce qu'ont révélé les données d'une étude fournies par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).

Ces statistiques permettent de découvrir que les populations des pays dits riches sont confrontées à plus de dépressions que ceux appauvris par les élans d'avarices incurables de ces prédateurs insatiables. Encore plus alarmant, une personne sur huit dans le monde présente un trouble mental quelconque. C'est ce que nous a confié le psychiatre responsable du Centre Mars/Kline au cours d'une visite effectuée en 2021.

« ***Les troubles mentaux engendrent une altération majeure de la pensée, de la régulation des émotions ou du comportement. Cependant, il existe de nombreux types de troubles mentaux. Certes des options de prévention et de traitement efficaces existent. La plupart des personnes malades n'ont pas accès à des soins efficaces tant les médicaments sont couteux. Et les parents ou proches des malades mentaux n'ont pas les moyens nécessaires pour y parvenir*** ».

Santé mentale en Haïti

A aucun moment de la durée, aucun des responsables de santé en Haïti ne dispose de suffisamment de lucidité pour parvenir à se rendre à l'évidence que la psychiatrie ne relève pas de la problématique de santé publique, et qu'elle doit faire partie des urgences. Tentons de faire la lumière sur les différentes façons que peuvent se manifester les troubles mentaux. Ils se caractérisent généralement par une altération majeure.

Cette altération majeure peut paraitre sur le plan clinique, de l'état cognitif, de la régulation des émotions ou du comportement d'un individu. Ils s'accompagnent habituellement d'un sentiment de détresse ou de déficiences fonctionnelles dans des domaines importants. Il existe de nombreux types de troubles mentaux, désignés aussi sous le nom de problèmes de santé mentale. Cette dernière expression, plus large encore, englobe les troubles mentaux.

Les handicaps psychosociaux et d'autres états mentaux associés à un sentiment de détresse, à des déficiences fonctionnelles ou à un risque de comportement auto-agressif importants. Les principaux repères se concentrent sur les troubles mentaux décrits dans la Onzième Révision de la Classification internationale des maladies (CIM-11) selon l'OMS, en 2019, une personne sur huit dans le monde, soit 970 millions de personnes souffrait d'un trouble mental.

Parmi elles, les troubles anxieux et les troubles dépressifs étaient les plus courants. A partir de 2020, le nombre de personnes atteintes de tels troubles a augmenté considérablement du fait des conséquences hautement négatives de la pandémie de COVID-19 dont elles ont été atteintes. Les premières estimations indiquent une hausse de 26 % et 28 %, respectivement, pour les troubles anxieux et les troubles dépressifs majeurs en l'espace d'une année seulement.

C'est une évidence mille fois prouvée qu'il existe des options de prévention et de traitement efficaces. Cependant, la majeure partie des individus présentant des troubles mentaux n'ont pas accès à des soins efficaces juste par manque de moyens pécuniaires. Nombre d'entre eux sont également victimes de stigmatisation ou de discrimination et subissent des violations de leurs droits de la part de cette société qui n'en a cure.

Accroissement des malades mentaux en Haïti

Le nombre de malades mentaux ne cesse de s'accroitre chez nous. Les gens aux comportements anormaux qui fréquentent les principales artères de nos villes depuis un certain temps nous ont vivement interpellés. C'est d'ailleurs ce qui nous a motivé pour aborder aujourd'hui la problématique de ceux et celles qui sont victimes de maladies mentales avec toute l'acuité nécessaire.

Cette catégorie spéciale, frappée de ce handicap majeur, la privant de sa lucidité, s'est vue contrainte de vivre en marge de cette société qui méprise même des gens normaux, voir ceux aux besoins spéciaux. Chez nous, ils baladent jours et nuit dans les rues, vivent dans les marchés, sur les trottoirs ou les places publiques. L'un des malades mentaux les plus célèbres des années 80 s'appelait Degré Zewo.

Plus de 40 ans de cela, il fréquentait la Rue Monseigneur Guilloux entre l'Ecole Normale Supérieure, l'Enarts, la Facultés des Sciences juste à quelques mètres du Centre Mars/Klein. Paradoxalement, ce centre en principe a pour mission de prendre en charge les handicapés mentaux. Degré Zéro de style *dread lock*, avait toujours un livre et des journaux en main ou dans son sac et était paradoxalement assez articulé.

Mais ses habits le trahissaient à première vue. Mais, Degré Zewo n'était qu'un prototype de ces malades mentaux qui pullulent dans plusieurs artères de la capitale haïtienne. A la seule et unique différence il était très différent des autres malades de sa catégorie. C'est d'ailleurs ce qui a fait son originalité parce qu'il rodait autour de certaines facultés du centre de Port-au-Prince.

L'Hôpital Défilée de Pont Beudet

En 2001, une obligation professionnelle nous a conduit jusqu'à Pont Beudet, siège de l'Hôpital Défilée située à la sortie nord de la Croix des Bouquets. Ce centre, entretenu par l'Etat à travers le Ministère des Affaires Sociales et du Travail, servait de dépôt pour les aliénés mentaux. Dans l'exiguïté de ces chambres aux murs non peinturés de 2½ mètres par 1 ½ mètre et mal entretenues, est enfermée la victime derrière un quadrillage en fer forgé enduit de minium.

Juste un matelas tacheté par endroits, bondé de crasses et de poussière grise étalé à même le sol est le seul meuble qui s'y trouve. Au fond un trou recouvert d'un siège en blocs sans fosse ventilée, sert de latrine pour les besoins physiologiques d'usage recto et verso. Car, il n'est pas permis au locataire des lieux d'emprisonnement de dépasser les limites de la petite barrière. Nous étions tellement choqués par la façon dont les gens lucides traitent les malades mentaux que nous ne savions quoi dire.

Nous avons été informés quelques années après qu'un des malades s'est un jour immolé au centre de Pont Beudet. « *Ki kote nonm nan do jwenn alimèt sa a* » ? Ce simple exemple suffit amplement pour illustrer le comportement des gens normaux face aux malades mentaux. C'est aussi la preuve par 10 qu'en Haïti, la problématique de la santé mentale ne fait pas partie des priorités de l'Etat.

Et, l'Hôpital Défilée est aussi malade pour ne pas dire plus grave que les malades mentaux qu'il héberge. Pire encore, jusqu'en 2016, Haïti disposait de moins d'un psychiatre ou d'un psychologue pour 100.000 malades mentaux. Nous parions fort que les malades mentaux auraient suffisamment de bon sens et de défense pour accorder un traitement plus humain aux gens normaux.

« Toute personne a droit aux meilleurs soins de santé mentale disponibles, dans le cadre du système de santé et de protection sociale. Toute personne atteinte de maladie mentale ou soignée comme telle doit être traitée avec humanité et dans le respect de la dignité inhérente à la personne humaine » Tels sont les principes établis pour la protection des personnes atteintes de Maladie Mentale.

Troubles anxieux, Phobie, Trouble de la personnalité limite (TPL), Trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité (TDAH), Trouble obsessionnel-compulsif (TOC), Troubles de l'humeur. Dépression, Troubles psychotiques, Maniaques Dépressifs etc. Ce sont là autant de caractéristiques de personnes souffrant de maladie mentale et qui ont des besoins spéciaux. Et, ironie du sort, malencontreusement, il se trouve que c'est le cadet des soucis des autorités sanitaires.

La situation de Silianise Pierre

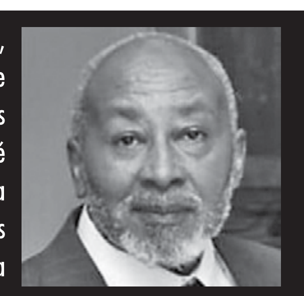
La place Boyer à Pétion-Ville en est l'un des sites où règne à longueur de journée une ambiance à nulle autre pareille. Marché public, séance de sports, lieu de spectacles au grand air et de rencontres sentimentales, tout s'y trouve. Depuis plusieurs mois, son sac gris déposé juste à côté d'elle, je la vois assise toujours à la même place, où siégeait sa voisine fidèle Madame Boyer. Le dossier de Madame Boyer à lui seul constitue un véritable cas d'études sociologique de ces marchandes de sensations en plein jour.

C'est ainsi que par un beau matin de juin dernier, j'ai enfin décidé d'entreprendre une conversation avec Silianise Pierre. « **Monsieur fais-moi cadeau de quoi m'acheter de quoi me mettre sous les dents. J'ai tellement faim et que je ne compte que sur ta précieuse aide pour le petit déjeuner. Je t'en prie cher monsieur** ». Dans le but de faciliter l'entretien, j'ai sur le coup obtempéré à sa demande. Car d'habitude l'on ne s'adresse à ces types de personnes que pour se moquer d'elles.

Devenue mon amie à qui j'ai certaines redevances pécuniaires, elle me raconta ses déboires. Comment elle a pu finir par échouer jusqu'ici loin des regards de sa famille après que son mari l'eut abandonnée seule dans sa maison. « **Je dépends strictement de la clémence de ceux et celles qui fréquentent les lieux pour me nourrir. Pour mes besoins physiologiques, je vais dans la ravine juste un peu plus haut d'ici** », s'est-elle confiée à nous.

Silianise a poursuivi pour m'apprendre qu'elle passe la nuit allongée dans un coin de la place bien entendu avec l'aval des agents de sécurité. Quand il pleut elle s'abrite sous un arbre. Cependant, j'ai remarqué son absence depuis quelques mois. Ce qui m'a porté à m'adresser à « Madan Bwaye » pour savoir ce qu'il en retourne. « **Elle a giflé une personne à qui elle a demandé l'aumône et qui ne lui en a pas donné. Ainsi, les agents de sécurité l'ont contrainte de déguerpir sur le coup** ». Ainsi prit fin la triste histoire de Silianise Pierre.

NÉCROLOGIE DE SERGE JOËL DELINOIS



Le 22 mai 2023, Serge Joel Delinois, 80 ans, de Teaneck, New Jersey, mari, père, grand-père, frère, oncle, parrain et ami dévoué, est décédé paisiblement avec son épouse bien-aimée Georgette à ses côtés. Serge est né le plus jeune de 5 enfants le 9 juin 1942 de Henry Delinois et Aimee (Lundi) Delinois à Port-au-Prince, Haïti. Orphelin à l'âge de trois ans, Serge est élevé par sa grand-mère et l'Église catholique. À 16 ans, il envisageait de devenir prêtre. Le destin a voulu qu'il rencontre pour la première fois sa belle épouse Georgette quelques années plus tard, en 1964. Ami avec ses frères et sœurs aînés, il la voyait souvent à l'église. La vie, la politique et les circonstances les sépareront plus tard. Serge a quitté Haïti en raison de la fermeture du « Grand Séminaire en Haïti ». Il s'installe en France pour poursuivre sa quête du sacerdoce. À 25 ans, il quitte le séminaire et déménage à nouveau, cette fois aux États-Unis où il épouse sa première femme, Marie Carmelle. Un an plus tard, il est devenu papa pour la première fois lorsque sa fille Peggy est née. Après son divorce, Serge est allé au collège Baruch où il a étudié l'administration des affaires. Là-bas, il retrouve de vieux amis de son pays d'origine, qui l'informent que Georgette (alors Jacques) avait également déménagé aux États-Unis. Il partit à sa recherche. Ils se sont mariés le 20 juin 1972 et il a juré de ne plus jamais la quitter. Ensemble, ils ont eu deux autres enfants, Natacha et Juvens. Serge a travaillé pour Securities Industry Automation Corporation (SIAC), une filiale de la Bourse de New York de 1975 à 1999, où il a pris sa retraite en tant que commis de négociation principal. En 1972, Serge déménage pour la dernière fois à Teaneck, dans le New Jersey. Il y vivait avec sa femme et ses enfants dans la belle maison qu'il leur avait construite malgré aucune formation en architecture, menuiserie, construction ou ingénierie.

En 1999, après sa retraite, Serge a passé son temps à lire, à jouer au Soduku, à jardiner, à chanter dans la chorale Sainte-Anastasia et à aider sa femme depuis 50 ans avec son missionnaire médical et à collecter des fonds pour un orphelinat en Haïti.

Tous ceux qui ont connu Serge ont été touchés par sa générosité, sa gentillesse, son humour, son tempérament doux et sa belle voix chantée. Il était un véritable artisan de la paix et était toujours une source d'encouragement. Nous sommes attristés par sa perte, même après avoir enduré une bataille de 10 ans contre la démence. On se souvient de lui pour son sourire timide et son admiration passionnée envers sa meilleure amie et partenaire de toujours, Georgette. Serge repose maintenant auprès de ses parents Henry et Aimée, ses sœurs aînées Adeline, ainsi que Giselle et son neveu Phèdre. Il laisse dans le deuil son épouse Georgette, ses filles Peggy Delinois Hamilton et Natacha Andrews, son fils Juvens Delinois et ses 7 petits-enfants (Naja, Jaden, Anaya, Ciera, Nyree, Carter et Aria). Il laisse également dans le deuil son frère aîné Raymond ainsi que plusieurs neveux, nièces et filleuls.

Paix à son âme!

Enpas ekonomik Repiblik Dominikani lè Abinadè fèmen fwontyè a

“Nan mwens pase yon mwa, enpak ekonomik fèmti fwontyè ak Ayiti a te devaste Repiblik dominiken. Komès la te redui jiska anviwon 60 pousan. Kiltivatè poul nan Licey al Medio ak Moca yo pè anpil pou avni ensèten fèm yo.

Plis pase yon milyon 300 mil inite ze chak jou p ap kab ekspòte an Ayiti ankò. Sa a se apeprè 41 milyon inite pa mwa, ki se plis pase 260 milyon pesos.

Menm sitiyasyon sanble rive nan mitan pwodiktè piman, berejèn, pwa ak zonyon. Menm bagay la rive tou ak kamyonèt ki konn transpòte machandiz sa yo nan fwontyè a.

Kòm pwodui sa yo pa kapab vann sou mache binasyonal la, kounyea gen yon rezèv twòp nan mache Dominiken an. Nan prensip, gouvènman an deside pran yo anchaj. Resous yo distribye ant pwodiktè ak komèsan yo achte pwodui pou Inespre, manje maten lekòl yo ak lòt plan sosyal.



Fwontyè Dominiken an ouvè lajmanlaj men se konmsi l te fèmen, pèsonn pa antre !

Te gen tou siy pou chèche nouvo mache. Men, nan nenpòt ka, sa ki domine se yon sitiyasyon anachik ak kawotik, ki pa te pran ankonsiderasyon lè desizyon fèmen fwontyè a endefiniman te adopte.

Ane pase, 2022, ekspòtasyon dominiken an Ayiti te monte yon milya dola; epi ak prèske $400 milyon te ajoute atravè komès enfòmèl, echanj total te monte jiska $1.4 milya dola.

Menmjan n ap eseye jwenn nouvo mache pou pwodui nou yo, ak eksperyans aktyèl fèmti fwontyè a, li posib Ayiti ap reflechi tou sou nesesite pou l divèsifye enpòtasyon li yo epi pou yo pa tèlman depann sou mache Dominiken an.

Se natirèlman yon kokenn souflèt devastatè pou ekonomi Cibao ak rejyon fwontyè a, se rezilta anbigwite ak erè yon gouvènman ki, pretann defann valè patriyotik, k ap aji san reflechi, irèsponsab ak san vizyon estratejik. »

Ekstrè yon editoryal jounal Listin Diario

Premye Minis defakto a Ariel Henry ale Kanada nan yon somè Karikòm

Yon ti tan apre seremoni ipokrit pou make 217tyèm anivèsè sasinay Anperè Jak I a, Premye Minis Ariel Henry, te annik wete kostim blan pou l mete yon nwa, pou l te kab pran avyon pou l ale Kanada. Se Premye minis Trudeau ki envite l vin patisipe nan premye somè Kanada-Karikòm lan k ap fèt, 17, 18 ak 19 oktòb 2023.

Nan delegasyon an ou jwenn Ariel ak Minis Afè Etranjè a, Jean Victor Généus, ak yon manm Gran Konsèy Tranzisyon an.

Somè Kanada-Karikòm lan se Premye Minis Kanadyen an, Justin Trudeau, ak tokay li nan Dominik, Roosevelt Skerrit, aktyèl prezidan (Kominote Karayib la) Karikòm k ap prezide l. Anpil kesyon sou sekirite rejyonal la pral debat tankou sitiyasyon ka Ayiti a, yo pap bliye pale sou li. Ou ta kab menm di se pou Ayiti menm yo monte somè sa a.



Ariel Henry k ap salye akolit li yo anvan l te pran avyon pou Kanada

Deux néocolonies sur une île soumise à un pillage incessant



Les deux néocolonies, l'un avec sa tragique crise humanitaire sur le dos et l'autre souffrant d'une croissance inégale et dégradante à tous les niveaux, sont la proie du même système impérialiste occidental dans sa phase de déclin agressif

Par Narciso Isa Condé

Appelez-le Babeque, Hispaniola, Haïti, Saint-Domingue... la vérité est que sur cette belle île des Caraïbes, habitée par deux peuples héroïques, opèrent des élites capitalistes implacables qui ont détruit Haïti et enfoncent leurs griffes dans la République Dominicaine-RD.

L'oppression et le pillage naissent du pouvoir concentré dans l'élite capitaliste transnationale qui gouverne le monde, au milieu d'une terrible crise mondiale, dont les effets appauvrissants et dégradants punissent cruellement une grande partie de la pyramide sociale mondiale.

1% de la population mondiale possède 50% des richesses de la planète. 30% contrôlent 95% et 70% survivent et meurent avec 5%.

Dix-sept conglomérats financiers possèdent 41,16 milliards de dollars et développent leur capital et leur pouvoir en investissant dans les industries, les médias, les entreprises et les complexes militaro-industriels. *

Depuis leur bulle confortable, ils dégradent la nature non humaine, pillent la Terre Mère, mènent la guerre sous toutes ses formes, réchauffent la planète, aridisent les terres, assèchent les rivières et provoquent d'intenses sécheresses.

Depuis leur paradis, ils créent une industrie transnationale du mensonge pour droguer l'esprit de milliards de personnes et les soumettre à leurs desseins.

La concentration des richesses a atteint un point tel que huit mégamillionnaires possèdent la moitié de la richesse mondiale.

La maquette est reproduite dans ses locaux. Voici 10 familles qui, avec leurs entreprises, contrôlent l'économie ; et en Haïti, une poignée de riches gangsters.

Cela a généré une crise d'inégalités, une dégradation de l'environnement, une violence mondiale, une déstabilisation économique et des explosions sociales.

La richesse concentrée respire l'opulence et le gaspillage, et provoque en même temps des pénuries de ses propres ressources énergétiques et de minéraux vitaux, prolongeant ainsi son modèle consumériste et gaspilleur. De cette façon, leur voracité contre les régions et les pays qui les possèdent est renforcée.

Si la police et les armées locales échouent ou pourrissent, elles auront le Pentagone, l'OTAN et des armées mercenaires.

En Haïti, la haine oppressive a atteint le paroxysme du pillage, de la détérioration matérielle et de la cruauté impérialiste maximale ; avec comme facteur aggravant que même si sa population est brutalement appauvrie et son sol dévasté, les dominateurs convoitent son or, son titane, son uranium, son lithium et ses terres rares qui se trouvent dans son sous-sol.

Faisant référence à la domination impérialiste-colonialiste et aux gangs ou bandes armées, l'intellectuel haïtien Jean Casimir nous dit : *« Et les empires, que ce soit la France, les Etats-Unis, l'Espagne, tout ce que vous voulez, viennent vous balayer, pas pour négocier. Il faut donc se battre pour les faire sortir et c'est du sang pur, il n'y a pas de juste milieu. Et ce que vous voyez aujourd'hui, c'est la poursuite de cette violence politique. Mais il y a 10 ans, nous avions le taux de criminalité le plus bas du continent, voire l'un des plus bas. Des quartiers entiers pouvaient fonctionner sans un seul policier.*

...Les États-Unis ont constitué leur propre armée, plus tard Duvalier l'a remplacée par son armée privée, puis Aristide l'a dissoute pour qu'elle ne commette plus de coups d'État et les milices privées ont commencé à y pulluler » (Jean Casimir le journal LA TERCERA Daniel Hopenhayn //21 MAI 2023)

Ils ont envahi et grandi en tant qu'armées privées, au service d'oligarques capitalistes associés aux magnats gringos, liés à des secteurs de la police nationale. Ils ont continué à se développer alors que les entreprises mafieuses, au nez et à la barbe de la Minustah, armées depuis les États-Unis sous les gouvernements de Martelly, Moise et Henry, ont terrorisé et démobilisé la population, ce qu'elles n'ont pas réussi à réaliser.

C'est pourquoi Casimir lui-même, dans cette même interview, déclare : *« Ce que j'essaie de vous dire, c'est que si ce processus avait été gênant pour les États-Unis, ils mourraient dans l'œuf. Comment se fait-il qu'à Haïti, le pays le plus pauvre d'Amérique, les gens possèdent des armes qui coûtent plus cher que Comment se fait-il qu'ils appliquent très bien les embargos contre certains pays et qu'ils ne puissent pas empêcher leurs armes d'arriver ici ? »*

Dans notre République Dominicaine, avec une croissance économique plus forte et plus de nature, les inégalités sont écrasantes et la dégradation de l'environnement progresse à un rythme accéléré ; tandis que sur cette île, la guerre mondiale américaine contre la vie est présente.

En Haïti, cela a commencé avec les gangs, parce qu'il n'y avait pas d'armée et que les dominateurs devaient se protéger et contrôler par peur d'un peuple appauvri et rebelle ; et s'oriente vers une intervention policière mercenaire, recrutée dans des unités africaines et caribéennes.

Ici, la bourgeoisie transnationale – associée aux élites capitalistes dans l'exercice du gouvernement et du pouvoir – fait intervenir les forces armées et la police d'en haut par le Commandement Sud, la CIA, la DEA, le FBI.

L'agitation locale en faveur d'une intervention en Haïti et l'anti-haïtianisme raciste qui l'alimente - en plus d'être utilisée pour détourner le « nationalisme » contre le peuple haïtien - servent aux États-Unis et à Israël, sous prétexte du Mur, à contrôler militairement la frontière, dépouiller et manipuler en sa faveur le trafic et les minerais stratégiques qui y nichent, et entraîner la République Dominicaine dans ce piège explosif et chaotique, soumettant notre pays à l'action excessive du Commandement Sud et au pillage incessant de sa croissance fragile et de ses « progrès » tant vanté.

Les deux peuples de ces néocolonies, l'un avec sa tragique crise humanitaire sur le dos et l'autre souffrant d'une croissance inégale et dégradante à tous les niveaux, sont la proie du même système impérialiste occidental dans sa phase de déclin agressif.

Pour tous deux, pour survivre dignement et créer le bonheur collectif dans les deux parties de l'île, il ne reste plus qu'à assumer solidairement la libération nationale et sociale, et la création héroïque de leurs identités socioculturelles respectives.

*(Chiffres d'OXFAM INTERNATIONAL et du livre "Megacapitalists: The Elite that domines money and the world" //www.amazon.com › Peter-Phillips)

Aporrea 09 Octobre 2023

L'arrogance contre Haïti !

Par Narciso Isa Condé

L'arrogance envers Haïti, l'ignorance de la psychologie haïtienne et la politique électorale... ont conduit Abinader, son chancelier et ses spécialistes du marketing, à transformer le conflit du canal haïtien en une apparente confrontation politico-militaire.

Face à cette militarisation « scandaleuse » de la frontière, le peuple haïtien, qui n'a pas de chaînes à perdre, a tiré la langue. Égal à la menace théâtrale de la guerre. Par effet boomerang, Haïti s'est unifié et mobilisé contre lui et son gouvernement.

Ils ont plaidé pour le canal en lançant des ultimatums, en faisant une condition pour arrêter la construction du canal et pour dialoguer. Les menaces de fermeture des frontières, et leur fermeture absurde, ont alimenté la situation.

Le problème est qu'Abinader et ses conseillers ne comprennent pas que les Haïtiens ne se sentent pas inférieurs, aussi humbles soient-ils, à ceux qui se considèrent supérieurs pour des raisons de classe ou de pouvoir. Ils sont rebelles, et même réduits en esclavage, ils se sentent libres. Cela fait partie de leur culture communautaire africaine. Pour eux, les races sont une invention culturelle occidentale. Nous sommes des êtres humains !

Abinader ne considère pas non plus que la question de l'immigration ne soit pas une question militaire, et pire encore : il feint d'ignorer qu'il n'y a aucun moyen de fermer cette frontière, même pour une courte période. Il l'a fermé et il a commencé à entrer en conflit et à s'ouvrir de manière tortueuse, à cause de besoins impératifs, à cause des affaires militaires, à cause des intérêts du grand capital et à cause de la pression du marché ; et la partie haïtienne le sait.

Face à cette réalité, ils ont improvisé la réfection du canal de La Vigía comme un chantage et un « bajadero », en promettant d'assouplir la fermeture des frontières une fois les travaux terminés ; qui faisait preuve de faiblesse et d'autorité médiocre, quel que soit le nombre de généraux qu'il plaçait à ses côtés et derrière, protégés par le Commandement du Sud et le sionisme.



Le problème est qu'Abinader et ses conseillers ne comprennent pas que les Haïtiens ne se sentent pas inférieurs, aussi humbles soient-ils, à ceux qui se considèrent supérieurs pour des raisons de classe ou de pouvoir.

Abinader n'a pas non plus réalisé qu'il était vaincu, obligé de rejeter le complexe de supériorité, s'il choisissait d'abaisser ces tensions dangereuses pour sortir du piège et surmonter les conflits ; ce qui est conseillé et ne semble pas être accepté.

Piège de l'arrogance, des impositions et des improvisations. Cela s'est produit avec le choix du Kenya d'envahir Haïti et cela se passe à la frontière avec les personnalités concernées de ce Gouvernorat de cette néo-colonie.

Le peuple haïtien ordinaire se sent libre ; tandis qu'Abinader s'est laissé piéger par le chantage électoral d'un racisme anti-haïtien débridé et par une définition fantaisiste de la souveraineté qui pointe contre un peuple humble, contre un « envahisseur » inexistant ; et non contre le véritable impérialisme qui détruit Haïti et enfonce ses griffes dans les entrailles de notre pays.

Aporrea 15 octobre 2023

PAR CES MOTIFS

Après examen et sur les conclusions conformes du Ministère Public, le Tribunal au vœu de la loi, maintient le défaut requis et octroyé à l'audience contre le défendeur pour faute de comparaitre; pour le profit, accueille l'action de la demanderesse madame Frantz JOCELYN, femme née Beatrice MILORD vu que cette demande est juste et fondée; admet le divorce des époux Frantz JOCELYN, femme née Beatrice MILORD, aux torts exclusifs de l'époux pour injures graves et publiques; prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux; Ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de la Commune de Grand-Goâve, de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement; dit qu'un extrait sera publié dans l'une des colonnes d'un quotidien s'éditant à la capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers s'il y échet; commet le sieur Dubrun BRINVILUS, huissier de notre Tribunal pour la signification du présent jugement; compense les dépens, vu la qualité des parties.

Rendu par nous, Me. Fritzner DUCLAIR, Doyen du Tribunal de Première Instance de Petit-Goâve en audience publique civile de divorce de ce mardi vingt-sept Juin deux mille vingt- trois en présence de Me Joseph André EXAVIER, Substitut Gouvernement de ce ressort, assisté du sieur Ghislain DECILIAN, Greffier du siège.

Il est ordonné.......etc.....
En foi de quoi ....etc....
Fadaël JOSEPHAY
Emmanuel SANON, Av.
Wilgard MILLIEN, Av.
Evens POLICIER, Av

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'Audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. ADMET en conséquence le divorce de la dame EDDY MALIQUE née HÉLÈNE BAZILE, d'avec son époux pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; ORDONNE à l'officier de l'Etat Civil de la Section Est de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier CANAL GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement; Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous NELSON CILIUS, Juge en Audience civile ordinaire et publique du jeudi vingt neuf Juin deux mille vingt trois, en présence de Me LUCNAS ETIENNE Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY, greffier du siège.

il est ordonné ....etc....
En foi de quoi....etc…

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut requis et octroyé à l'audience précitée et pour le profit, déclare fondée ladite action; admet en conséquence le divorce de la dame Saint-Jour PAUL née Tania EXAMA, d'avec son époux Saint-Jour PAUL pour injures graves et publiques aux torts de l'époux, prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de la Section Sud de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers. Commet l'huissier Jean Garry JOSEPH pour la signification. Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Guy AUGUSTIN, Juge, en audience civile, ordinaire et publique du mercredi vingt-trois Juin deux mille vingt et un, en présence de Me Paul WESLEY, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Junior Sauvens THELEMAQUE, Greffier du siège.

IL EST ORDONNE...ETC....
EN FOI DE QUOI ....ETC....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen, sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre le sieur Ernso ANTOINE à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action; Admet en conséquence le divorce de la dame Judith JEAN-PIERRE d'avec son époux Ernso ANTOINE pour incompatibilité de caractère. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux ; Ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de Port-de-Paix de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers s'il y échet; Commet l'huissier Mr Fedner LESSAGE de ce siège, pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.

Ainsi Jugé et prononcé par nous, Me Selnick Attsim GARCON, av. Doyen du Tribunal Civil de première Instance en date du jeudi sept avril deux mille vingt-deux en présence de Me Gilbert SAINTEL av. substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du Greffier Mme Staline DELVARICE.

Il est ordonné...etc....
En foi de quoi....etc....

Le feuilleton kenyan en Haïti !



Le Kenya ne va pas envoyer en Haïti des policiers « agents de la circulation » comme certaines rumeurs le laissent entendre sur les réseaux sociaux, mais des Forces armées spécialisées bien entraînées qui n'en sont pas à leur première mission ».

Par Catherine Charlemagne

(2e partie)

Pour le chef d'Etat dominicain, la paternité d'une intervention étrangère en Haïti devrait lui revenir puisqu'il était le premier, longtemps avant les dirigeants haïtiens, à solliciter cette force militaire étrangère. Un crédit, en effet, qu'on ne peut pas lui refuser dans la mesure où depuis toujours, Luis Abinader militait pour une occupation étrangère d'Haïti afin de pouvoir contenir, avant la fermeture unilatérale de la frontière pour faire suite au conflit relatif à la construction d'un canal du côté haïtien sur la rivière Massacre, l'afflux des haïtiens qui se déversent chaque jour sur le territoire de la République dominicaine. Si les dominicains cherchent à s'approprier l'arrivée des « policiers kenyans » d'après la terminologie officielle, bien que depuis la Résolution 2699 du Conseil de sécurité du 2 octobre 2023, les langues commencent à se délier de part et d'autre du Continent pour dire la vérité comme l'a proclamé haut et fort Nelson Koech, un parlementaire kenyan *« Le Kenya ne va pas envoyer en Haïti des policiers « agents de la circulation » comme certaines rumeurs le laissent entendre sur les réseaux sociaux, mais des Forces armées spécialisées bien entraînées qui n'en sont pas à leur première mission »*.

De toute façon, les américains ne se cachaient plus pour laisser comprendre qui les a aidés à convaincre les autorités kenyanes à se décharger du fardeau de leader dans ce dossier militaire même si ce sont eux qui vont porter l'effort « de guerre » de cette intervention militaire et occupation sur le plan financier. En effet, d'après les calculs du Sous-Secrétaire américain Chargé du Bureau des affaires internationales, de stupéfiants et d'application de la loi, Todd Robinson, ce déploiement de la force internationale effectué sous la conduite du Kenya est estimé annuellement à entre 200 et 400 millions de dollars américains. Le journal *Miami Herald* du 4 août 2023 qui a rapporté la déclaration du Todd Robinson, affirme que celui-ci prévient que les Etats-Unis n'entendent pas payer, seuls, l'adition. D'autres pays y compris Haïti devraient mettre la main à la poche pour financer le coût de cette mission. Selon le Sous-Secrétaire américain « Les États-Unis allaient faire « passer le chapeau ». Car il n'y a aucun moyen de facturer directement les pays, puisqu'il ne s'agit pas d'une véritable mission de maintien de la paix de l'ONU.

Il appartiendra au pays chef de file, aux Haïtiens et à l'ONU de déterminer à quoi cela va ressembler. Qu'est-ce qui sera nécessaire ? Combien de forces supplémentaires, au-delà de celles qui pourraient être engagées par un pays chef de file, seront nécessaires ? Et comment veulent-ils que cela se présente ? Nous ne voulons rien exclure de tout cela ». Le mardi 1er août 2023, le gouvernement américain, à travers son ministre des Affaires Etrangères, ne s'était pas contenté de remercier le gouvernement du Kenya pour son accord. Dans une intervention faite à la presse, le chef du Département d'Etat, Antony Blinken a déclaré : *« Les États-Unis félicitent le gouvernement du Kenya d'avoir répondu à l'appel d'Haïti et d'avoir envisagé d'être le pays chef de file d'une force multinationale en Haïti pour aider à lutter contre l'insécurité causée par la violence des gangs.*

Les États-Unis sont impatients de travailler avec les partenaires d'Haïti pour faire avancer ce processus, notamment, par le biais d'une Résolution du Conseil de sécurité des Nations-Unies autorisant la présence d'une force multinationale en Haïti. Notre soutien au peuple haïtien reste inébranlable. Les États-Unis appellent les parties prenantes haïtiennes à prendre des mesures urgentes pour élargir le consensus politique et restaurer l'ordre démocratique, conformément à la Charte démocratique interaméricaine » a dit Blinken avant de rajouter « *Nous réaffirmons notre gratitude à la Communauté des Caraïbes (CARICOM), à son groupe d'éminentes personnalités et à l'Organisation des États américains (OEA), par l'intermédiaire de son groupe de travail sur Haïti présidé par Trinité-et-Tobago, pour le soutien vital qu'ils apportent à ces efforts* ».

Naturellement, le Canada qui n'a pas pu constituer un groupe ni trouver un leader pour mener la force multinationale à sa place, comme l'auraient voulu les Etats-Unis, a aussi répondu très favorablement à la proposition du Kenya. L'ambassadeur canadien à Port-au-Prince à ce moment, Sébastien Carrière, qui se prenait de plus en plus pour un ambassadeur américain dans ce pays, avait rapporté la position d'Ottawa après un « coup de gueule » de son Premier ministre Justin Trudeau contre les acteurs politiques haïtiens. Il rapportait que « Le Canada accueille positivement l'annonce du Kenya. Nous sommes prêts à travailler avec le Kenya et tous les partenaires afin d'assurer le succès de l'imminente mission de reconnaissance et de tout déploiement éventuel subséquent sous mandat du CSNU (Conseil de Sécurité des Nations-Unies » Une déclaration faite après que Justin Trudeau eut à déclarer à propos de la situation du pays « Ça fait trois décennies qu'on est là en Haïti à différents moments pour aider à contrer la violence, l'instabilité politique et une situation humanitaire épouvantable. On se retrouve quand même, maintenant, dans une situation qui est parmi les pires qu'on n'ait jamais vues malgré trente ans d'appuis et d'investissements.

On est là pour mettre de la pression sur la classe politique en Haïti, qui n'est pas en train de prendre au sérieux la responsabilité qu'ils ont de faire des compromis et rétablir la sécurité. Le Canada va continuer de faire partie de la solution à côté des Haïtiens qui doivent être au cœur de toute solution qu'on met de l'avant… » En Haïti, il y a eu beaucoup de réactions suite à l'annonce de Nairobi, la capitale du Kenya, de vouloir diriger la coalition armée qui devrait débarquer en Haïti. Si certains acteurs restent dubitatifs face à la capacité du Kenya de mener à bien cette force multinationale, d'autres sont carrément contre à l'image de l'ancien Premier ministre et ex-ministre des Affaires Etrangères, Claude Joseph. L'ancien chef de la diplomatie de Jovenel Moïse estime que le Kenya n'est pas en mesure de mener une telle mission en déclarant « Le Kenya, qui s'est dit prêt à diriger une force internationale en Haïti, est embourbé dans sa propre crise sociopolitique interne.

Les manifestations anti-gouvernementales protestant contre la vie chère sont violemment réprimées par la police. Une police qui n'est pas professionnelle dans son pays, peut-elle l'être ailleurs?» s'interroge Claude Joseph, chef de file du parti EDE (Les Engagés pour le Développement). En revanche, Me André Michel, Coordonnateur du parti SDP (Secteur Démocratique et Populaire) le principal soutien du Premier ministre Ariel Henry, voit là une occasion de mettre fin aux actes posés par les groupes armés et les gangs. « Le SDP accueille favorablement l'annonce de la volonté du Kenya de prendre le leadership de la force multinationale et d'envoyer 1000 policiers en Haïti. Le SDP invite les autres pays membres des Nations-Unies à emboîter le pas pour aider Haïti à traverser cette étape difficile. Le SDP réitère son support sans faille à la décision du gouvernement de solliciter une force internationale pour accompagner la PNH dans la lutte contre l'insécurité et le Kidnapping. Seule une force internationale pourra nous aider à libérer le Pays de l'enfer des gangs armés. Sans cette force internationale, la révision constitutionnelle et l'organisation des élections seront totalement hypothéquées.

Le SDP invite la population à faire bloc derrière l'initiative du Gouvernement de solliciter cette force internationale d'appui à la PNH » a posté sur son compte **X** (ex-twitter) le Coordonnateur du SDP, membre de l'Accord du 21 décembre. Pendant que d'autres acteurs politiques et de la Société civile haïtienne se positionnent tantôt contre tantôt pour que le Kenya prenne le leadership de la force multinationale, certains Etats membres de la CARICOM, bien avant l'organisme régional, avaient commencé à se rallier au Kenya pour compléter l'effectif. Il y a la Jamaïque qui se dit intéressée. *« Dans l'état actuel des choses, l'engagement de la Jamaïque tient toujours. Nous ne pouvons certainement pas aller jusqu'aux 1000 soldats. Mais nous fournirons ce que nous pouvons »*, déclarait le Premier ministre Andrew Holness dans un journal local *The Jamaica Gleaner* du 3 août 2023.

Le 4 du même mois, on avait appris que Kingston ne pourrait aligner que 200 hommes dans le contingent. On se souvient que le gouvernement jamaïcain avait été approché par le Canada après que celui-ci ait décliné la proposition des Etats-Unis. La Jamaïque tentait même un temps de monter cette force avec le concours de la CARICOM mais ce fut un échec. Par contre, le gouvernement bahaméen lui est beaucoup plus précis. Nassau voit là l'opportunité de répondre positivement aux vœux des autorités kenyanes estimant que ce leadership du Kenya dans cette affaire est une occasion d'être au « Côté des personnes d'ascendance africaine et de la diaspora d'Afrique dans le monde entier ». En effet, d'après les dirigeants bahaméens « *Les Bahamas se sont engagés à envoyer 150 personnes pour soutenir la force multinationale une fois qu'elle aura été autorisée par le Conseil de sécurité des Nations-Unies. Les Bahamas se réjouissaient de coopérer avec les partenaires de l'hémisphère, y compris les États-Unis et le Canada* » soulignent-ils dans un Communiqué émanant du Ministère bahaméen des Affaires Etrangères.

Dans cette histoire, personne n'est dupe et le Premier ministre des Bahamas, Philip Brave Davis, le fait savoir sans se cacher en disant être prêt à coopérer avec les partenaires de l'hémisphère américain en citant nommément les Etats-Unis et le Canada. C'est une façon de dire que ce sont ces deux Etats qui se cachent derrière le Kenya dans cette opération de maintien de l'ordre sous l'ombrelle des Nations-Unies. Dans ce feuilleton kenyan, après l'appel de l'Organisation des Etats Américains (OEA) à approuver le déploiement d'une force multinationale en Haïti par le Conseil de sécurité de l'ONU, finalement, la CARICOM a émis une note en date du 4 août 2023 appelant elle aussi les membres du Conseil de sécurité à répondre favorablement aux vœux du gouvernement haïtien qui en a fait la demande et celui des Etats-Unis qui devaient présenter une Résolution autorisant le Kenya à mener la mission. « La Communauté des Caraïbes (CARICOM) se félicite de la décision prise par les gouvernements des Bahamas (150 hommes) et de la Jamaïque (200 hommes) de se joindre au Kenya (1000 hommes) pour contribuer à une force multinationale en Haïti afin d'aider cette Nation à relever ses défis de sécurité.



Todd Robinson, Sous-secrétaire américain Chargé du Bureau des affaires internationales, de stupéfiants et d'application de la loi

La Communauté des Caraïbes espère que la mise en place de la force multinationale sera pleinement approuvée par le Conseil de sécurité des Nations-Unies, comme preuve de l'engagement de la Communauté internationale à améliorer les conditions de sécurité et humanitaires du peuple haïtien et à soutenir le rétablissement de la loi et de l'ordre. La CARICOM réitère son engagement à poursuivre ses efforts de collaboration avec le Gouvernement haïtien et toutes les parties prenantes pour trouver une solution dirigée par les Haïtiens au sort auquel leur Nation est confrontée », conclut la note. En effet, la chance pour Washington d'obtenir le vote des Russes et des Chinois était loin d'être acquise. Depuis le début, la Russie et la Chine ont toujours manifesté non pas leur refus mais leur réticence à donner un chèque en blanc au gouvernement américain pour envoyer un corps expéditionnaire en Haïti.

Malgré la demande officielle des autorités de la Transition à Port-au-Prince et le soutien sans réserve du Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, ces deux membres permanents du Conseil de sécurité sur les cinq que compte cet organisme ont toujours fait savoir qu'il leur faudra des garanties que cela ne se transformerait pas en une force d'occupation permanente américaine en Haïti. Surtout, ces deux Etats sont soutenus dans leur ligne de défense par une série d'organisations politiques, d'acteurs et de personnalités de la Société civile haïtienne qui ont toujours manifesté leur opposition catégorique à toute forme d'intervention militaire en Haïti pour résoudre la crise. D'où la crainte des Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne, les trois autres membres permanents qui soutiennent la demande de Port-au-Prince et accueillent à bras ouvert l'offre du gouvernement de Kenya de prendre la tête de l'expédition. Toutefois, Washington avait confiance et croyait en ses chances de passer à travers les mailles du filet du Conseil de sécurité de l'ONU.

(A suivre)
C.C



As MSS Tries to Subdue Haiti's Resistance, USAID Will Assemble "Civil Society" Puppets



U.S. Chargé d'Affaires Eric Stromayer at an event announcing its "Civil Society Strengthening Program" (CSSP), which aims to line up 250 U.S.-compliant Haitian "civil society" groups

by Travis Ross

The second of two parts

USAID's Role as a Tool of U.S. Imperialism

While USAID claims that it provides international assistance to "strengthen democratic governance"in "support of American foreign policy," the historical record reveals that it has been used to finance opposition groups and regime-change attempts in countries that challenge Washington's foreign-policy interest.

Researcher Peter Hallward documented how USAID funds were used to fund anti-government civil society fronts in Haiti after Aristide's landslide election in 2000. This followed a cut in USAID funding to Haiti immediately following Aristide's election.

The understanding that the NED and USAID serve as tools for U.S. imperialism is more widely accepted these days.

On May 2, 2023, Mexico's President Andrés Manuel López Obrador sent President Biden a letter criticizing Washington for meddling in his country's internal affairs. He condemned funding that USAID had provided to right-wing opposition groups organizing protests against Mexico's elected government and seeking to destabilize it. The letter had wide coverage in the Western mainstream media.

AMLO is not the first Latin American leader to decry U.S. interventionist policies implemented through USAID.

In 2011, Bolivian President Evo Morales announced the expulsion of USAID from Bolivia. The Movement Towards Socialism (Morales' party) told reporters that USAID provided right-wing opposition parties over US$20 million. Party leaders also said USAID was attempting to undermine "the good relations between Bolivia and Venezuela."

Seven years later, USAID returned to Bolivia at the invitation of Jeanine Anez's U.S. - supported coup government to monitor elections.

USAID's Role in the "10-Year Strategic Plan for Haiti"

The SPCPS emphasizes that foreign assistance is a "critical tool" to "enhance specific foreign assistance programs that address fragility directly, including those that seek to strengthen social cohesion, combat corruption, [and] protect human rights."

Phase Two of Washington's 10-year Strategic Plan for Haiti will address "root causes of instability" and "places a strong emphasis on partnering with Haitian leaders and stakeholders."

A "strategic communication plan"is also included to "ensure U.S. government-funded efforts are effectively amplified throughout the country."

The State Department also plans to "deepen engagement with Haitian civil society, including religious groups and NGOs, as well as other international donors, Haitian diaspora organizations, and multilateral organizations."

USAID officially announced its "Civil Society Strengthening Program"(CSSP) for Haiti on Oct. 21, 2022. This program is part of the early implementation of Phase Two.

The program was officially launched Jan. 11, 2023 in Cap Haïtien, Haiti.

A U.S. Embassy press release explained that the goal of the CSSP is to "strengthen the capacity of Haitian civil society organizations [CSOs], including faith-based organizations, local groups, and those working with the diaspora that are registered and operating in Haiti." CSOs which participate will "be better equipped to develop, implement, and monitor their advocacy," the press release explains.



With (left to right) Bahamian PM Philip Davis, Jamaican PM Andrew Holness, and de facto Haitian PM Ariel Henry sitting in front, Haiti's warring political class gathered in Kingston, Jamaica from Jun. 11-13 to try to hammer out a political deal, but it is "largely distrusted."

USAID "Partners" With 250 Haitian Civil Society Organizations

USAID explains that "there is a critical need" for Haitian CSOs to collaborate and "expand their impact" and "their influence on public policy and decision-making." One of the CSSP's main objectives is to "support productive working relationships between civil society organizations and development actors including, but not limited to, local/central government, the private sector, and major donors."

USAID now has 250 unnamed Haitian CSOs "partners"under the CSSP program.

Papyrus SA is managing the CSSP, identified by USAID as one of their "local partners" in Haiti. Papyrus SA is a private, for-profit "limited liability management company" that has been operating in Haiti since 2007 and has managed several USAID projects there, operating "several high-value and high-visibility projects for the private and donor sectors in Haiti."

The CSSP coordinates with Counterparts International, which implements USAID programs in dozens of countries worldwide. It recognizes USAID as its main source of funding (Exxon Mobile is its main corporate funder).

Counterparts' current CEO Ann Hudock worked for the State Department as the Special Assistant to the Under Secretary for Global Affairs.

The stated goals of the CSSP in Haiti overlaps with the NED's traditional role of funding CSOs in Haiti. It is likely not a coincidence that the NED has recently scrubbed its website listing 2021 grantees in Haiti (this will be explored in depth in an upcoming article). It is also unlikely a coincidence that the NED has yet to release its list of grantees in Haiti for 2022.

With the CSSP, the U.S. government aims to grow their network of CSOs which are compliant to U.S. interests. It is crucial that the names of the 250 CSOs funded by USAID under the CSSP be revealed, along with the CSOs and so-called "human rights" groups receiving NED funding. They will inevitably have a role in supporting the U.S. occupation of Haiti and whatever transitional government it anoints.

Phase One and Phase Two of the "10-Year Strategic Plan for Haiti" represent an effective take-over of Haiti, if Washington gets its way. This takeover would effectively shift Haiti's status as an American neo-colony back into a virtual colony as it was from 1915 to 1934, when U.S. Marines occupied it.

This transformation will occur under the MSS – an occupation force – while CSOs and "human rights" groups, nurtured and financed by USAID and the NED, guide Haiti's reconstruction into a society completely beholden to U.S. interests, a virtual U.S. colony.

This will create a facade of Haitian agreement or "consensus" i.e. compliance with U.S. domination of Haiti. These CSOs and "human rights" groups will provide spokespeople and leaders who can dutifully parrot USAID and State department talking points. USAID, through its "strategic communication plan," can "ensure U.S. government-funded efforts are effectively amplified throughout the country" through their network of over 250 CSOs and "human rights" groups.

The U.S. Government aims to rebuild the Haitian government to achieve its imperialist goals

The political class has abandoned Haiti's people and is largely distrusted. With few exceptions, they vacillate between various Accords and informal coalitions, all towards the same goal: appealing to the Washington and their proxies for legitimacy and the authority to lead a transitional government.

Whether it is the Montana Accord coalition, which has devolved into a civil society front for a sector of Haiti's elite, the Collectif des partis politiques du 30 janvier (January 30 Collective of Political Parties), or the informal coalition between the various signatories of the Kingston Joint Declaration, the complete disconnect between Haiti's political class and the people has never been more apparent.

The disconnect is apparent among some of Haiti's allies in the West as well.

There are many common threads between the various solidarity, legal advocacy, and leftist organizations which champion the Haitian people's cause. Calls for foreign governments to withdraw support from Haiti's dictator, Ariel Henry, for example, are common. But there is no consensus on who to support – whether they are leaders, political parties, movements, or CSOs.



A USAID-funded meeting in Aux Cayes on Apr. 28, 2023. Through such events, Washington seeks to recruit a legion of puppet "civil society partners" to create the illusion of "Haitian consensus" with its plans

This is due, in part, to a successful propaganda campaign waged by the U.S. government through the NED and other organizations, backed by the U.S. government and the Open Society Foundation, including U.S.-backed propaganda outlets like the RNDDH and the FJKL.

The result is that some of these organizations join in the demonization of popular, local leaders like Jimmy Cherizier, spokesman for the Revolutionary Forces of the G9 Family and Allies, while others ignore him completely, perhaps to avoid the vitriol his detractors spout at anyone who questions the narrative concocted by U.S.-backed "human rights" groups that have been thoroughly debunked in the documentary Another Vision.

Letters to various international bodies like the African Union and the UN have been signed by a wide range of Haiti's allies to prevent the MSS's deployment or simply demand the U.S. stop propping up Ariel Henry. Others focused on appealing to China and Russia to use their veto on the Security Council to block an invasion. Unfortunately, all these efforts have ultimately failed.

Meanwhile, analysts are keenly aware that Cherizier is the main target of the U.S.-led invasion. This is not because the U.S. government is interested in taking down criminal gangs – it supports Ariel Henry – but because they understand Cherizier is the most significant leader who represents a threat to U.S. interests in Haiti.

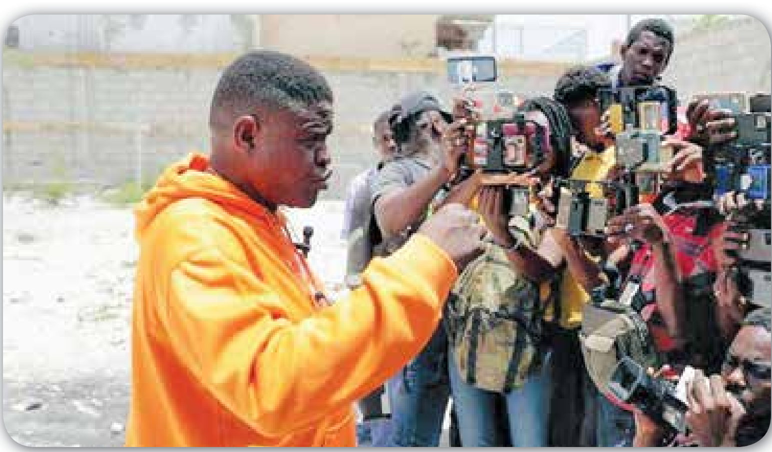
During a recent interview with Dan Cohen, analyst and former U.S. Air Force Special Operations Command officer Jean-Pierre Alfred explained that Cherizier, who he deems a "so-called gang leader," has become a "figurehead" due to mainstream media's persistent portrayal of him as a notorious villain. Alfred emphasized that if Cherizier cannot be forced by leaders of the MSS or PNH to join them, then they will try to jail or kill him.

A recent article for Nation (Africa) explained that Kenyan forces will face Cherizier and his allies, acknowledging that he is a primary target. In an Aug. 17 press conference, Cherizier stated that the Haitian people would fight foreign invaders supporting Ariel Henry "until our last drop of blood."

"It will be a fight of the Haitian people to save the dignity of our country," Cherizier explained, echoing a sentiment shared by many Haitians against the MSS.

Unlike Haiti's political leaders, who appeal to Washington for legitimacy and ask it to remove Henry from power to facilitate their ascension, Cherizier has openly called for Henry to be deposed by arms. The threat of an armed insurrection against Henry and establishment of a revolutionary provisional government not under its control is Washington's foremost concern.

Thus Cherizier and his G9 movement, for the moment, represent the only serious threat to Ariel Henry's dictatorship and a U.S.-led intervention, thus jeopardizing implementation of the American Plan 2.0 through the MSS and GFA.



On Aug. 17, 2023, Jimmy Cherizier, leader of the Revolutionary Forces of the G9 Family and Allies, held a press conference where he said Haitians would fight "until their last drop of blood" against a foreign invasion in support of de facto PM Ariel Henry

----

Travis Ross is a teacher based in Montreal, Québec. He is also the co-editor of the Canada-Haiti Information Project at canada-haiti.ca . Travis has written for Haiti Liberté, Black Agenda Report, The Canada Files, TruthOut, and rabble.ca. He can be reached on Twitter.

SOLIDARITÉ AVEC LA P
PARTOUT DAN



Des manifestants lors d'un rassemblement de soutien aux Palestiniens à Genève, le 14 octobre 2023. ©AFP



Des personnes brandissant des pancartes s'arrêtent devant Downing Street lors d'une « Marche pour la Palestine », à Londres, le 14 octobre 2023. ©AFP


Manifestation pro-palestinienne en Belgique, le 15 octobre 2023. ©AA



Une manifestation de soutien aux Palestiniens, à Turin, dans le nord-ouest de l'Italie, le 14 octobre 2023. ©AFP



Manifestation pro-palestinienne à Belfast, le 15 octobre 2023. ©AA

La colère contre Israël ne s'apaise pas. Depuis le début des frappes israéliennes sur les zones civiles à Gaza, des rassemblements contre Israël et en soutien aux Palestiniens ont lieu presque quotidiennement partout dans le monde.

Dimanche 15 octobre, des centaines de personnes se sont rassemblées à Liège, en Belgique, pour manifester leur solidarité avec la Palestine. Les manifestants se sont réunis sur la place Saint-Léonard, brandissant des drapeaux palestiniens et des banderoles avec des images du bombardement israélien de Gaza. Ils ont également scandé des slogans soutenant la Palestine et critiquant Israël.

D'autres se sont rassemblés à Madrid, capitale d'Espagne, et ont manifesté leur soutien à la Palestine.

Hier encore, ils étaient des milliers à se rassembler dans le centre-ville de Belfast, capitale de l'Irlande du Nord, pour manifester leur solidarité avec les Palestiniens et exprimer leurs inquiétudes face à la récente escalade du conflit au Moyen-Orient.

Le rassemblement comprenait une marche le long de Royal Avenue, culminant par une série de discours passionnés à l'hôtel de ville de Belfast. L'événement a duré environ deux heures.

Les manifestants ont scandé des slogans contre Israël et brandi des drapeaux et des pancartes palestiniennes, sur lesquels on pouvait lire « Vous n'êtes pas oubliés, vous n'êtes pas abandonnés », « Du fleuve à la mer, la Palestine sera libre », « Liberté pour la Palestine », « Sanctions contre Israël » et « Arrêtez d'armer Israël ».

La manifestation à Belfast faisait partie d'une série plus large de manifestations qui ont eu lieu au cours du week-end dans tout le Royaume-Uni, notamment à Londres, Glasgow et Manchester.

Une grande manifestation a eu lieu, samedi 14 octobre, encadrée par des mesures de sécurité strictes, devant le siège de la chaîne d'informations BBC à Londres, où les participants ont brandi des pancartes, crié des slogans pour soutenir le peuple de Gaza et dénoncé les crimes israéliens. Les participants à cette manifestation, organisée par des dizaines de groupes pro-palestiniens, dont le Muslim Council of Britain (MCB) et la Palestine Solidarity Campaign, ont exigé la fin de l'occupation, de la violence et de l'apartheid du régime israélien en Palestine, appelant les pays occidentaux à ne pas soutenir les crimes israéliens.

La marche de Londres est partie de Portland Place, où des militants pro-palestiniens avaient recouvert le siège de la BBC de peinture rouge plus tôt dans la journée.

Le quotidien britannique The Telegraph a écrit à ce sujet que le groupe pro-palestinien Palestine Action avait revendiqué le ciblage du bâtiment, accusant la chaîne britannique d'avoir « du sang sur les mains » pour sa version des faits et sa couverture de la guerre en cours entre Israël et le Hamas.

Samedi encore, la Suisse, l'Espagne, la France, l'Irlande, la Belgique et le Danemark, mais aussi les Etats-Unis ont vu des milliers de personnes se rassembler pour protester contre le massacre par le régime israélien des Palestiniens dans la bande de Gaza assiégée.

À Copenhague, le rassemblement qui était l'un des nombreux prévus dans tout le Danemark, s'est déroulé sous haute surveillance policière.

Les manifestants ont convergé vers Norrebro, dans l'ouest de Copenhague, nombre d'entre eux portant des drapeaux et des banderoles avec des slogans tels que « Un génocide se déroule » et « Arrêtez de tuer des enfants palestiniens innocents ». Sur d'autres banderoles, on pouvait lire « Vive la Palestine », dénonçant les Etats-Unis et le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

En Suisse, environ 6 000 ont manifesté à Genève, sous forte surveillance policière également, les manifestants ont défilé derrière une bannière portant l'inscription : « Libérez la Palestine » et scandé « Israël : assassin » en brandissant des drapeaux palestiniens.

On pouvait lire sur des pancartes « ce que vous appelez 'auto-défense', c'est en fait un génocide », « fin à l'apartheid israélien », « boycottez Israël » ou encore « Nous voulons la paix en Palestine et non une Palestine en morceaux ». Un garçon tenait une pancarte disant « Sauvez les enfants de Gaza ».

En France, la situation reste compliquée avec un gouvernement qui opte pour un revirement significatif par rapport à la diplomatie française traditionnelle envers le conflit israélo-palestinien.

Ici, « toute forme de soutien public à la résistance contre le régime israélien constitue un délit pénal », selon une circulaire datée de mardi du ministre de la Justice, Eric Dupond-Moretti, lequel a appelé à des poursuites pénales contre toute expression publique de messages pouvant interpréter les attaques du Hamas comme une forme légitime de résistance contre Israël.

ALESTINE SE PROPAGE
NS LE MONDE !



Des milliers de manifestants défilent en soutien aux Palestiniens à Los Angeles le 14 octobre 2023. ©AFP



Un rassemblement et une marche appelées « Journée d'action pour la Palestine » près de la Maison Blanche à Washington, DC. ©Reuters

Ceci dit, la manifestation de « Solidarité avec le peuple palestinien » prévue pour dimanche 15 octobre à l'appel du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) a été interdite par la préfecture de police de Paris (PPP) pour risques de « troubles à l'ordre public », comme l'ont rapporté vendredi soir des médias locaux.

Le ministre français de l'Intérieur, Gérald Darmanin, a ordonné jeudi à tous les préfets l'interdiction des « manifestations pro-palestiniennes, parce qu'elles sont susceptibles de générer des troubles à l'ordre public », ajoutant que « l'organisation de ces manifestations interdites [devait] donner lieu à des interpellations ».

Aux États-Unis aussi, des milliers de personnes se sont rassemblées samedi devant le consulat israélien à Los Angeles pour protester contre la colonisation israélienne et demandé la liberté pour la Palestine.

Les manifestants, dont quelques Juifs américains, ont marché dans les rues de Los Angeles. D'autres sont descendus dans les rues de Washington et ont défilé devant la Maison Blanche en criant « Palestine libre » alors que les forces israéliennes continuent de pilonner la bande de Gaza depuis le week-end dernier.

En Asie, en Afrique et au Moyen-Orient, nombreux sont les pays qui ont crié leur colère contre Israël et leur ferme soutien et sympathie aux Palestiniens innocents.

En Turquie, des milliers de personnes se sont rassemblés dimanche sur la place Maltepe à Istanbul pour assister à un rassemblement de soutien aux Palestiniens et pour protester contre le siège israélien de la bande de Gaza.

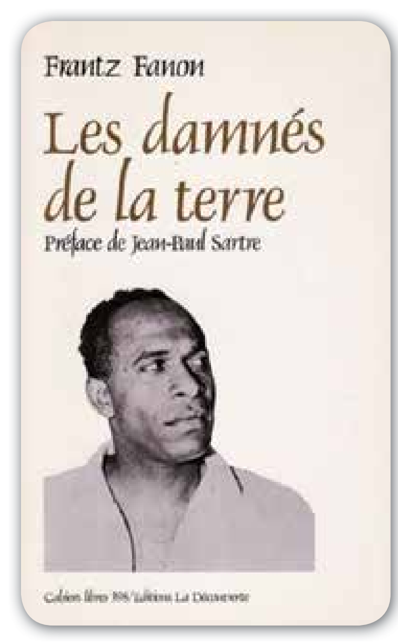
Les manifestants ont condamné les atrocités israéliennes contre les civils palestiniens et le blocus imposé à la bande de Gaza. Ils ont scandé des slogans contre les États-Unis, l'Union européenne et Israël, les accusant de commettre des crimes en privant les Palestiniens de Gaza d'électricité, d'eau et de services médicaux. Ils ont condamné aussi le bombardement israélien de l'enclave palestinienne sous blocus.

Les 13 et 14 octobre, les Iraniens, les Irakiens, les Afghans, les Indonésiens, les Libanais, les Pakistanais, les Jordaniens et les Yéménites sont descendus dans les rues pour manifester contre l'occupation de la bande de Gaza. « À bas Israël » et « À bas les États-Unis » étaient les slogans scandés lors des manifestations à Bagdad, où les participants ont exhorté les États arabes à s'unir contre le régime israélien.

En Iran, des dizaines de milliers de personnes ont participé à des rassemblements nationaux, brandissant des banderoles pro-palestiniennes. Certaines personnalités politiques iraniennes étaient aussi au rendez-vous.

PresseTv 16 Octobre 2023

La conception de la violence de Fanon ne s'applique pas en Palestine



Par Mark LeVine

Le colonialisme israélien est bien plus que de la "violence à l'état de nature" et il faudra donc bien plus qu'une "plus grande violence" pour le vaincre.

Au lendemain de l'attaque sans précédent du Hamas contre Israël depuis Gaza, mon fil d'actualité Facebook a été envahi par des amis partageant des variantes d'une célèbre citation du philosophe et psychiatre anticolonialiste d'origine martiniquaise Frantz Fanon, selon laquelle la violence du colonialisme ne peut qu'être, et sera naturellement, contrée par la violence du colonisé. La citation est tirée de l'ouvrage Les Damnés de la terre et ne peut être comprise que dans le contexte de l'argumentation plus complète de Fanon : « *Le colonialisme n'est pas une machine à penser, n'est pas un corps doué de raison. Il est la violence à l'état de nature, et ne peut s'incliner que devant une plus grande violence. » [p. 61]*

Personne ne peut nier le caractère brillant de Fanon ni sa compréhension pionnière et profonde des effets psychologiques de la violence coloniale sur le colonisé et le colonisateur (en tant que psychiatre, il a traité des officiers coloniaux français et des Algériens et a constaté qu'ils souffraient de troubles psychiatriques similaires). Mais la seconde partie de l'argumentation de Fanon, la plus célèbre, n'est pas compréhensible sans la première partie, et la première partie – en particulier dans le contexte israélien – est de fait profondément erronée.

Le colonialisme, en particulier le colonialisme de peuplement – et encore plus particulièrement le colonialisme de peuplement sioniste – est en grande partie une "machine à penser" dotée d'une logique et d'une rationalité très puissantes et anciennes qui sont la clé de son succès. C'est pourquoi il est essentiel, pour ceux qui analysent et combattent la violence coloniale, de se demander à quoi ressemblerait une "plus grande violence" et comment elle peut être mesurée, sans parler de sa réalisation.

Je n'ai encore vu aucun scénario plausible dans lequel les Palestiniens acquièrent les moyens de déployer une "violence bien plus grande" à l'égard d'Israël/de l'entité sioniste pendant un certain temps, quel que soit le rapport de force géostratégique concevable. Même si l'Iran (la seule puissance qui soutient la Palestine de manière significative), par exemple, voulait livrer des armes plus lourdes aux Palestiniens, le contrôle d'Israël sur les points d'accès, ainsi que celui de l'Égypte et de la Jordanie, l'en empêcherait. La Palestine n'est pas l'Ukraine, soutenue par de grandes puissances et capable d'utiliser des corridors terrestres, maritimes et aériens pour obtenir un flux ininterrompu de livraisons d'armes afin de lutter contre un adversaire beaucoup plus grand et mieux armé. C'est même tout le contraire.

Plus largement, la Palestine d'aujourd'hui n'est pas l'Algérie de 1956, qui était la référence la plus importante de Fanon. Israël n'est pas non plus la France, avec une métropole où les colons peuvent revenir (à moins que nous ne considérions Tel Aviv comme la métropole). Il n'y aura pas de guerre d'indépendance de longue haleine aboutissant à ce que la grande majorité des Juifs quittent à la française une Palestine reconquise. Mais il existe plusieurs scénarios qui pourraient conduire à un retour de la Nakba, comme le réclament aujourd'hui de nombreux politiciens israéliens.

De plus, lorsque Fanon parle de l'effet "cathartique" et "purificateur" de la violence par/pour le colonisé dans Peau Noire, Masques Blancs, un autre argument souvent cité, il est important de rappeler qu'il fait d'abord référence au colonisé qui « adopte subjectivement une attitude de Blanc » et non à l'utilisation de la violence pour se purifier de la maladie psychologique du colonialisme en préparation de la longue lutte pour l'indépendance. Lorsque le moment de la violence révolutionnaire survient, explique-t-il dans Les Damnés de la terre, c'est encore au début de la lutte, lorsque le sujet colonisé, dégradé depuis longtemps, « découvre que sa vie, sa respiration, les battements de son cœur sont les mêmes que ceux du colon. Il découvre qu'une peau de colon ne vaut pas plus qu'une peau d'indigène. C'est dire que cette découverte introduit une secousse essentielle dans le monde ». À ce moment-là, « toute l'assurance nouvelle et révolutionnaire du colonisé en découle. Si, en effet, ma vie a le même poids que celle du colon, son regard ne me foudroie plus, ne m'immobilise plus, sa voix ne me pétrifie plus. Je ne me trouble plus en sa présence. Pratiquement, je l'emmerde. Non seulement sa présence ne me gêne plus, mais déjà je suis en train de lui préparer de telles embuscades qu'il n'aura bientôt d'autre issue que la fuite ».

Dans le cas de la Palestine, ce type de violence s'est produit en 1921, 1929 et surtout en 1936, et non en 1987 ou 2000. Elle s'est appuyée sur l'auto-reconnaissance des Palestiniens en tant que nation indépendante qui a vu le jour au début du 20e siècle, en même temps que le sionisme.

Je crains qu'en se concentrant sur la composante psychologique et le pouvoir de la violence, ainsi que sur le sentiment de liberté et de respect de soi produit par une violence telle que celle de la dernière attaque de masse, les gens placent les Palestiniens à un stade de développement national bien plus précoce qu'ils ne le sont aujourd'hui, ce qui conduit à des stratégies de résistance qui ne correspondent pas à l'état actuel du développement national ou au moment stratégique et politique. Cela permet également aux dirigeants israéliens, tels que le ministre de la défense Yoav Gallant, de déclarer, comme on pouvait s'y attendre, que « nous combattons des animaux humains et nous agissons en conséquence », alors qu'Israël entame ce qu'il faut bien appeler un siège mortel de la bande de Gaza, tandis qu'une grande partie du monde hoche la tête en semblant le comprendre.

En effet, pendant plus de 50 ans d'occupation et 30 ans d' "autonomie" palestinienne post-Oslo, plutôt que " le colonisé [qui]se guérit de la névrose coloniale en chassant le colon par les armes", ce qui s'est produit (comme je l'ai appris lors d'entretiens avec des thérapeutes dans les rares centres de santé mentale de Gaza depuis la fin des années 1990 jusqu'aux années 2000), c'est la transmission des traumatismes, les anciens prisonniers du Fatah torturés par Israël torturant à leur tour les membres du Hamas en utilisant les mêmes techniques que celles utilisées par les Israéliens sur eux – souvent en criant sur leurs victimes en hébreu tout en les torturant dans les mêmes pièces où ils ont été torturés. Le Hamas a poursuivi ce cycle pendant les deux décennies où il a exercé un contrôle effectif sur Gaza. Et aujourd'hui, nous le voyons avec des foules qui acclament les Israéliens kidnappés, battus et assassinés.

Quelle que soit la catharsis que cela constitue, ce n'est pas celle qui mènera à la victoire sur une société israélienne qui utilise la violence contre les Palestiniens comme sa propre catharsis traumatique depuis 75 ans, dans un monde qui a une très grande tolérance pour les victimes civiles palestiniennes, la plupart des Occidentaux continuant à soutenir Israël chaque fois qu'il y a un grand nombre de victimes juives israéliennes.

Enfin, il convient de noter que Fanon a considéré la présence de la France en Algérie sous l'angle du colonialisme/impérialisme européen de manière plus générale, en expliquant : « Très concrètement l'Europe s'est enflée de façon démesurée de l'or et des matières premières des pays coloniaux : Amérique latine, Chine, Afrique. De tous ces continents, en face desquels l'Europe aujourd'hui dresse sa tour opulente, partent depuis des siècles en direction de cette même Europe les diamants et le pétrole, la soie et le coton, les bois et les produits exotiques. L'Europe est littéralement la création du tiers monde. Les richesses qui l'étouffent sont celles qui ont été volées aux peuples sous-développés ». [Les Damnés de la Terre, p. 99]

Quoi que l'on puisse dire du colonialisme sioniste/israélien et de l'immense vol des ressources palestiniennes qu'il a impliqué, son objectif premier a été le vol et la colonisation de terres afin d'établir sa propre souveraineté sur ce territoire pour que ses citoyens puissent y vivre. Il est beaucoup plus proche du colonialisme nord-américain et australien – où les maladies, le nettoyage ethnique à grande échelle et finalement le génocide ont décimé la population indigène – que du colonialisme français en Algérie ou même en Afrique du Sud, où les Africains indigènes constituaient la grande majorité de la population totale. En effet, à l'instar de ces autres colonies européennes, les Juifs sionistes se sont dès le départ imaginés comme la population indigène et, dès le début des années 1970, ils ont tenté de s'identifier directement aux sujets coloniaux de Fanon ayant besoin d'une violence cathartique pour créer leur (re)nouvelle(s) nation(s).

Tragiquement, Fanon est mort en 1961, un an avant l'indépendance de l'Algérie. Il n'a pas vécu assez longtemps pour voir les réalités de la politique postcoloniale en Algérie, ou dans toute l'Afrique d'ailleurs, où, comme le romancier kenyan et penseur décolonial Ngugi wa Thiong'o l'a si bien montré, les dirigeants des États nouvellement indépendants ont presque immédiatement commencé à traiter leurs peuples de la même manière que leurs anciens colonisateurs (un phénomène également vécu par l'[In]Autorité palestinienne et le Hamas depuis Oslo).

Il y a quarante ans, lorsqu'il décrivait cette dynamique de gouvernance postcoloniale dans ses mémoires de prison révolutionnaires, Wrestling with the Devil : A Prison Memoir, Thiong'o a utilisé le terme "néocolonial", non pas pour indiquer la poursuite du contrôle européen par d'autres moyens, mais plutôt pour décrire la manière dont les dirigeants anticoloniaux ont adopté (et adapté) les mêmes techniques brutales et autoritaires que leurs colonisateurs pour asseoir et maintenir leur pouvoir ; une critique de la "colonialité du pouvoir" qui est aujourd'hui au cœur de la pensée décoloniale, de plus en plus populaire.

Cette colonialité du pouvoir ne permettra jamais aux Palestiniens d'accéder à une indépendance réelle, ni par l'intermédiaire de l'[I]AP néocoloniale, ni avec le Hamas à la tête du pays. Si les Palestiniens veulent vaincre le colonialisme sioniste, il faudra probablement une analyse de sa violence et de son pouvoir bien différent de celle proposée par Fanon il y a trois quarts de siècle, et il faudra probablement un changement de paradigme dans les concepts fondamentaux de ce que sont une nation, la liberté et l'indépendance à un moment où le monde entier, et pas seulement la Palestine/Israël, se dirige vers la conflagration.

***Mark LeVine** est professeur d'histoire et directeur du programme d'études mondiales sur le Moyen-Orient à l'université de Californie à Irvine. Son dernier ouvrage s'intitule We'll Play till We Die : Journeys Across a Decade of Revolutionary Music in the Muslim World (University of California Press). Il est aussi guitariste de rock.

Aljazeera, 10/10/2023
Traduit par Tlaxcala
Arrêt sur info 13 octobre 2023



En Afrique du Sud, les forces progressistes dénoncent le massacre d'Israël à Gaza : « nous défendons l'humanité en Palestine »



L'escalade militaire d'Israël contre Gaza était le thème central de l'ouverture de la troisième édition de la Conférence internationale Dilemmes de l'humanité - Rafael Stedile

Par Iolanda Depizzol et Pedro Stropasolas

La solidarité face à l'intensification de l'offensive israélienne contre le peuple palestinien était le ton de la 1ère journée de la conférence « Notre liberté est incomplète sans la liberté des Palestiniens. » Rappelant la célèbre phrase de Nelson Mandela, la militante historique du Front



Claudia de la Cruz : « Le socialisme, c'est le peuple. « Si vous avez peur du socialisme, vous avez peur du peuple. » / Rafa Stedile



« Je suis ici pour Nelson Mandela et tous ses camarades. C'est mon deuxième territoire », a déclaré Leila Khaled, du Front populaire de libération de la Palestine. / Rafa Stedile

populaire de libération de la Palestine Leila Khaled a commencé son discours d'ouverture de la troisième édition de la Conférence internationale sur les dilemmes de l'humanité.

La défense de la Palestine en pleine offensive militaire lancée par Israël contre la bande de Gaza était le thème central de la première journée de l'événement, qui rassemble 120 organisations populaires de plus de 70 pays à Johannesburg, en Afrique du Sud. « Nous sommes un peuple de force, de volonté, de dignité et d'humanité. Nous défendons l'humanité en Palestine. Si la Palestine est occupée, il n'y aura pas de paix dans le monde. La Palestine n'est pas seulement pour les Palestiniens, c'est une cause humaine. Un problème pour l'humanité », a déclaré Khaled. "Cette conférence a une mission : comment soutenir la lutte palestinienne jusqu'à sa libération ?", a-t-il demandé.

Dans le même esprit, Arwa Abu Hashhash, représentante du Parti du peuple palestinien, a déclaré dans son discours que « les forces impérialistes, avec les États-Unis à leur tête, continuent de soutenir et de justifier l'agression quotidienne brutale d'Israël contre la Palestine », ce qui est bien plus ancienne que les attaques du Hamas contre Israël le 7.

« À l'heure actuelle, la population de Gaza est confrontée à une opération génocidaire menée par l'opération sioniste. La machine de guerre israélienne continue de commettre des massacres brutaux contre les Palestiniens, entraînant la mort d'enfants et de personnes âgées. Des milliers de Palestiniens sont morts jusqu'à présent, dont quelque 500 enfants. Des dizaines de familles ont été complètement rayées de l'état civil. Il y a eu d'énormes destructions, notamment des hôpitaux, des églises et des écoles, et une tentative d'affamer environ 2 millions de personnes », a déclaré Hashhash.

« Les puissances sionistes ont essayé de présenter la Palestine comme une terre sans population. « La machine à tuer d'Israël continue, mais cela ne fera que renforcer notre détermination à poursuivre la résistance », a ajouté le jeune Palestinien.

L'apartheid et la Palestine

Naledi Pandor, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération de l'Afrique du Sud, qui a également participé au panel d'ouverture, a souligné que la situation en Palestine est analogue à celle des peuples africains et non blancs pendant la période d'apartheid que son pays a connue au cours de la seconde moitié de l'année du XXe siècle, fermé en 1994.

« Depuis 16 ans, la bande de Gaza est assiégée et sa population se bat pour survivre. Les Palestiniens se voient refuser l'entrée et la sortie. Ici aussi, en Afrique du Sud, nous avons dû entrer par des entrées séparées, nous sommes également passés par là », a souligné Pandora.

La Constitution actuelle du pays sud-africain a été sanctionnée par l'ancien président Nelson Mandela le 10 décembre 1996 et est entrée en vigueur le 4 février 1997. Depuis lors, l'Afrique du Sud est devenue une autorité en matière de droits de l'homme et d'autodétermination des peuples partout dans le monde.

« La semaine prochaine, un grand nombre de résolutions arriveront à l'ONU [Organização das Nações Unidas], nous devons garder les yeux ouverts sur ce processus. Aujourd'hui, le peuple palestinien a besoin d'aide, il a besoin de médicaments pour soigner ses blessures. Médecins sans frontières fait un travail formidable, mais il est également décimé. Qu'allons-nous faire à ce sujet ?", a ajouté le ministre sud-africain.

Ronnie Kasrils, ancien ministre sud-africain du renseignement et membre fondateur de uMkhonto we Sizwe, la branche armée du mouvement de libération anti-apartheid sud-africain, a noté dans son discours que « le feu vert a été donné pour l'éradication absolue de Gaza ».

« La Cisjordanie sera la prochaine étape si nous n'arrêtons pas Gaza. Gaza est dans nos cœurs. Nous sommes aux côtés de tous les Palestiniens, et c'est ce que signifie être là ou non pour l'humanité », a souligné Kasrils.

« Nous sommes la Palestine et nous ferons tout notre possible pour arrêter le camp de concentration ouvert à Gaza. Nous vous le disons, sionistes, Américains, nous ne permettrons pas que ces camps de concentration s'établissent et deviennent des camps d'extermination. Même s'il faut mourir pour cela », a ajouté l'ancien ministre.

Leila Khaled a dénoncé la situation à Gaza comme une « prison à ciel ouvert ». "Nos femmes et nos enfants arrosent leur sol de sang", ont déclaré les dirigeants du pays arabe. « Tous les gouvernements israéliens disent que nous sommes des bombes démographiques. Ils nous considèrent comme des bombes. Alors que ce sont eux qui possèdent des bombes nucléaires. Et nous leur disons qu'ils sont humains. Nous ne pardonnerons pas tant que la Palestine ne sera pas libre », a ajouté Khaled.

Dilemmes de l'humanité et lutte contre l'impérialisme

L'occupation de la Palestine a accentué la polarisation qui existe aujourd'hui dans le monde entier, avec les forces progressistes comme bastion de défense du peuple palestinien.

C'est dans ce contexte que la troisième édition de la Conférence internationale Dilemmes de l'humanité propose de débattre – et de tenter de trouver des solutions – pour affronter l'impérialisme représenté dans les puissances occidentales alignées sur le régime israélien. « La conférence parle des problèmes de l'humanité. Si nous parlons de pauvreté, la Palestine est un exemple. Si nous parlons de guerre, la Palestine en est un exemple. Nous sommes le peuple qui apportera la paix à tous. Si nous sommes libres », a souligné Leila Khaled.

Selon les dirigeants du Front populaire de libération de la Palestine, l'émergence du mouvement sioniste s'est produite dans le contexte de l'après-Première Guerre mondiale. « Dès 1917, après la Première Guerre mondiale, Arthur Balfaur, alors ministre en Angleterre, a téléphoné pour demander à la reine Elizabeth un territoire pour les sionistes », se souvient Khaled.

« Depuis lors, nous vivons une vie amère, un État qui s'est établi sur notre peuple. Et pour notre peuple, cela signifiait la mort pour les Palestiniens et la vie pour le sionisme. Telles sont les racines du terrorisme dans le monde. Ils ont volé des terres, des terres à un peuple », ajoute-t-il.

La candidate à la présidentielle américaine du Parti Socialisme et Libération (PSL), Claudia de la Cruz, a également condamné lors de son discours le système hégémonique et impérialiste que le gouvernement de son pays exporte vers le reste du monde.

De la Cruz a assuré qu'« il n'y a pas deux côtés à l'histoire, il n'y en a qu'un : celui de la justice ; et



Arwa Abu Hashhash : « Aujourd'hui, le peuple palestinien a besoin de toute urgence de la plus large solidarité. » / Rafa Stedile



Naledi Pandor : « Il est essentiel que les mouvements sociaux élèvent la voix en solidarité avec le peuple palestinien » / Luis De Jesús



La troisième édition de la Conférence internationale sur les dilemmes de l'humanité se poursuivra jusqu'au 18 octobre à Johannesburg / Rafa Stedile

du côté palestinien. « Toute attaque contre l'impérialisme américain, où que ce soit, est un pas vers la liberté. Nous devons vaincre le capitalisme avant qu'il ne nous détruise », a déclaré le leader socialiste.

Les dilemmes de l'humanité

Jusqu'au 18 octobre, environ 500 dirigeants progressistes, intellectuels et membres d'organisations populaires participeront à la rencontre internationale à Johannesburg, en Afrique du Sud, ce dimanche (15), deuxième jour de l'événement dans la ville sud-africaine, a prédit l'économiste João Pedro Stedile. . Le leader du MST, sera l'un des débatteurs du panel « Organisation de la classe ouvrière ».

La troisième édition de la Conférence internationale sur les dilemmes de l'humanité est organisée par l'Assemblée populaire internationale (AIP) et poursuit un cycle qui a connu deux éditions au Brésil, organisées par le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST), une en 2004, en Rio de Janeiro, et une autre en 2015, à l'Escola Nacional Florestan Fernandes (ENFF), à Guararema, à l'intérieur de São Paulo.

Édition : Geisa Marqués
Brasil de Fato | Joanesburgo (África do Sul)
14 octobre 2023

Les Palestiniens parlent le langage violent qu'Israël leur a enseigné



Des Palestiniens marchent parmi les décombres des bâtiments détruits par les frappes aériennes israéliennes dans la ville de Gaza.
Hassan Eslaiah I Associated Press

Par Chris Hedges

Un État colonial peut-il se targuer d'être démocratique et aspirer à vivre en paix ? Chris Hedges explique que la violence qui s'est abattue sur Israël à travers l'opération Déluge d'Al-Aqsa n'a rien de surprenant. Il y a longtemps déjà, un survivant du soulèvement du ghetto de Varsovie et un philosophe israélien tiraient la sonnette d'alarme, prévenant que la violence de l'occupation coloniale conduirait Israël à la faillite morale et entraînerait davantage de violence. (I'A)

Les tirs aveugles du Hamas et d'autres organisations de résistance palestinienne sur des Israéliens, les enlèvements de civils, les tirs de roquettes sur Israël, les attaques de drones sur diverses cibles allant des tanks aux dépôts de mitrailleuses automatiques… Tout cela est le langage familier de l'occupant israélien. Israël parle ce langage de violence sanguinolente aux Palestiniens depuis que les milices sionistes se sont emparées de plus de 78 % de la Palestine historique, depuis qu'ils ont détruit quelque 530 villes et villages palestiniens et qu'ils ont tué quelque 15 000 Palestiniens au cours d'une septantaine de massacres. Quelque 750 000 autres Palestiniens ont fait l'objet d'un nettoyage ethnique entre 1947 et 1949 pour créer l'État d'Israël en 1948.

La réponse d'Israël à ces incursions armées sera un assaut génocidaire sur Gaza. Israël tuera des dizaines de Palestiniens pour chaque Israélien tué. Des centaines de Palestiniens sont déjà morts dans les attaques aériennes d'Israël depuis le lancement de l'opération « Déluge d'Al-Aqsa » samedi matin, opération qui a fait 700 morts parmi les Israéliens[1].

Dimanche, le Premier ministre Netanyahou a invité les Palestiniens de Gaza à « partir maintenant », car Israël va « réduire en ruines toutes les cachettes du Hamas ».

Mais où les Palestiniens de Gaza sont-ils censés aller ? Israël et l'Égypte imposent un blocus aux frontières terrestres. Et il n'y a pas d'issue par les voies aériennes ou maritimes qui sont contrôlées par Israël.

La vengeance collective contre des innocents est une tactique couramment employée par les puissances coloniales. Nous l'avons utilisée contre les Amérindiens, puis aux Philippines et au Viêt Nam. Les Allemands l'ont utilisée contre les Herero et les Namaqua en Namibie. Les Britanniques au Kenya et en Malaisie. Les nazis l'ont utilisée dans les régions qu'ils occupaient en Union soviétique, en Europe centrale et orientale. Israël suit le même schéma. Mort pour mort. Atrocité pour atrocité. Mais c'est toujours l'occupant qui ouvre cette danse macabre et échange des piles de cadavres contre d'autres piles de cadavres.

Il ne s'agit pas de défendre les crimes de guerre commis par l'un ou l'autre camp. Il ne s'agit pas non plus de se réjouir des attaques. J'ai vu suffisamment de violence dans les territoires occupés par Israël, où j'ai couvert le conflit pendant sept ans, pour détester la violence. Mais tout ce qui se passe est le dénouement habituel de tout type de projet colonial. Les régimes implantés et maintenus par la violence engendrent la violence. La guerre de libération d'Haïti. Les Mau Mau au Kenya. Le Congrès national africain en Afrique du Sud. Ces soulèvements ne réussissent pas toujours, mais ils suivent des schémas habituels. Les Palestiniens, comme tous les peuples colonisés, ont le droit à la résistance armée en vertu du droit international.

Israël n'a jamais eu intérêt à un règlement équitable avec les Palestiniens. Il a construit un État d'apartheid et n'a cessé d'absorber des pans de plus en plus vastes du territoire palestinien dans le cadre d'une campagne de nettoyage ethnique menée au ralenti. En 2007, il a fait de Gaza la plus grande prison à ciel ouvert du monde.

Que pouvait croire Israël ou la communauté internationale ? Comment peut-on piéger 2,3 millions de personnes à Gaza, dont la moitié sont au chômage, dans l'un des endroits les plus densément peuplés de la planète pendant 16 ans, réduire la vie de ses habitants, dont la moitié sont des enfants, à un niveau minimal de subsistance, les priver de fournitures médicales de base, de nourriture, d'eau et d'électricité, utiliser des avions de combat, de l'artillerie, des unités mécanisées, des missiles, des canons navals et des unités d'infanterie pour massacrer au hasard des civils non armés et ne pas s'attendre à une réponse violente ? Actuellement, Israël mène des vagues d'assauts aériens sur Gaza, y prépare une possible invasion terrestre et a privé l'enclave d'électricité – électricité qui ne fonctionne habituellement que deux à quatre heures par jour.

De nombreux résistants qui se sont infiltrés en Israël savaient sans doute qu'ils seraient tués. Mais comme les résistants d'autres guerres de libération, ils ont décidé que s'ils ne pouvaient pas choisir comment vivre, ils choisiraient comment mourir.

J'étais un ami proche d'Alina Margolis-Edelman, qui faisait partie de la résistance armée lors du soulèvement du ghetto de Varsovie pendant la Seconde Guerre mondiale. Son mari, Marek Edelman, était le commandant adjoint du soulèvement et le seul leader à avoir survécu à la guerre. Les nazis avaient enfermé 400 000 Juifs polonais dans le ghetto de Varsovie. Les Juifs enfermés sont morts par milliers, de faim, de maladie et de violence aveugle. Lorsque les nazis ont commencé à transporter les Juifs restants vers les camps d'extermination, les résistants ont riposté. Aucun n'espérait survivre.

Après la guerre, Edelman a condamné le sionisme comme une idéologie raciste utilisée pour justifier le vol des terres palestiniennes. Il s'est rangé du côté des Palestiniens, il a soutenu leur résistance armée et il a fréquemment rencontré les dirigeants palestiniens. Il s'est fermement opposé à l'appropriation par Israël du drame de l'Holocauste pour justifier la répression du peuple palestinien. Alors que la propagande israélienne se nourrit de la mythologie du soulèvement des ghettos, elle a traité le seul leader ayant survécu au soulèvement – leader ayant refusé de quitter la Pologne – comme un paria. Edelman avait compris que la leçon à tirer de l'Holocauste et du soulèvement des ghettos n'était pas que les Juifs sont moralement supérieurs ou qu'ils sont d'éternelles victimes. L'Histoire, selon Edelman, appartient à tout le monde. Les opprimés, y compris les Palestiniens, ont le droit de lutter pour l'égalité, la dignité et la liberté. *« Être juif signifie être toujours du côté des opprimés et jamais du côté des oppresseurs «*, déclarait Edelman.

Le soulèvement de Varsovie inspire depuis longtemps les Palestiniens. Les représentants de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) ont l'habitude de déposer une gerbe au monument du ghetto de Varsovie lors de la commémoration annuelle du soulèvement en Pologne.

Plus le colonisateur déploie de violence pour soumettre l'occupé, plus il se transforme en monstre. Le gouvernement actuel d'Israël est peuplé d'extrémistes juifs, de sionistes fanatiques et de bigots religieux qui démantèlent la démocratie israélienne et appellent à l'expulsion ou à l'assassinat en masse des Palestiniens, y compris ceux qui vivent à l'intérieur d'Israël.

Le philosophe israélien Yeshayahu Leibowitz, qu'Isiah Berlin appelait « la conscience d'Israël », a averti que si Israël ne séparait pas l'Église de l'État, il donnerait naissance à un rabbinat corrompu qui transformerait le judaïsme en un culte fasciste. *« Le nationalisme religieux est à la religion ce que le national-socialisme était au socialisme«* , déclarait Leibowitz, décédé en 1994.

Il a compris que la vénération aveugle de l'armée, en particulier après la guerre de 1967, était dangereuse et conduirait à la destruction finale d'Israël, ainsi qu'à tout espoir de démocratie. Lors de cette guerre, l'armée avait confisqué le Sinaï égyptien, Gaza, la Cisjordanie (y compris Jérusalem-Est) et les hauteurs du Golan syrien. *« Notre situation se détériorera jusqu'à devenir celle d'un second Vietnam, celle d'une guerre en constante escalade sans perspective de résolution finale «* , avait averti Leibowitz.

Il prévoyait que « les Arabes seraient les travailleurs et les Juifs les administrateurs, les inspecteurs, les fonctionnaires et la police – principalement la police secrète. Un État gouvernant une population hostile de 1,5 à 2 millions d'étrangers deviendra nécessairement un État de police secrète, avec tout ce que cela implique pour l'éducation, la liberté d'expression et les institutions démocratiques. La corruption caractéristique de tout régime colonial prévaudra également dans l'État d'Israël. L'administration devra, d'une part, réprimer l'insurrection arabe et, d'autre part, se doter de Quislings arabes. Il y a également de bonnes raisons de craindre que les forces de défense israéliennes, qui ont été jusqu'à présent une armée populaire, dégénèrent du fait de leur transformation en armée d'occupation, et que leurs commandants, qui seront devenus des gouverneurs militaires, ressemblent à leurs collègues d'autres nations« .

Il estimait qu'une occupation prolongée des Palestiniens engendrerait inévitablement des « camps de concentration ».

« Israël ne mériterait alors pas d'exister et ne vaudrait pas la peine d'être préservé », déclarait Leibowtiz.

La prochaine étape de cette lutte sera une campagne massive de massacres industriels à Gaza par Israël. Cette campagne a déjà commencé. Israël est convaincu que des niveaux de violence plus élevés finiront par écraser les aspirations palestiniennes. Israël se trompe. La terreur qu'Israël inflige est la terreur qu'il récoltera en retour.

Note:

[1] Premier bilan lors de la parution originale de l'article, le 8 octobre.

Scheer Post October 8, 2023
Traduit de l'anglais par GL pour Investig'Action 11 Octobre 2023

AVIS JUDICIAIRE

Par ces causes et motifs et Tous autres à suppléer de droit d'office et d'équité, le Tribunal après en avoir délibéré conformément à la loi jugeant à charge d'Appel et en ses attributions Commerciales, se déclare compétent pour connaitre cette action , maintient le défaut octroyé à l' audience précitée, condamne le Cité, le sieur Genebert Gerbil à payer au demandeur, le sieur Pierre Lubin, la Somme de Vingt- Cinq mille (25.000) gourdes en reconnaissance de dette signée, en cas de non-paiement, ordonne la saisie, le condamne aussi, aux frais et dépens de la procédure. Rendu de nous Me Abias Jeune, Avocat et juge Suppléant au Tribunal de Paix de la Commune de Maïssade, le onze Juillet deux mille vingt-trois, avec l'assistance du Greffier Joseph Cléaford. Il est mandaté, ordonné, à Tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution, aux officiers des Tribunaux Civils d'y tenir la main, à Tous officiers et autres commandants de la force Publique de prêter la main forte, lorsqu'ils en seront légalement requis. En foi de quoi la minute du présent jugement est signée du juge et du Greffier. Ainsi signé : Me Abias Jeune, juge Suppléant et Cléant. Fait à Hinche le 13 octobre deux mille vingt-trois.
Me Yvon Cadichon, Avocat.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. En conséquence admet le divorce du sieur RINCHER DUQUENS, d'avec son épouse née MANISE POULARD pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; Ordonne à l'officier de l'état civil de la Section Sud de Port-Au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier CANAL GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement; Compense les dépens
Ainsi jugé et prononcé par nous, NELSON CILIUS, Juge, en audience civile, ordinaire et publique du jeudi vingt juillet deux mille vingt-trois, en présence de Me ALBERT DARELUS, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY, Greffier du siège
Il est ordonné....etc...
En foi de quoi...etc…

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après en avoir délibéré au voeu de la loi, sur les conclusions du Ministère Public, maintient le congé-défaut pris contre les demandeurs à l'audience du 31 janvier 2023; Rejette la tierce-opposition intentée par Missalfa Bricius, Azolna Joseph et Jolène Saint-Germain pour avoir été signifiée à une personne décédée; les condamne chacun à cinquante gourdes (50gds) d'amende et solidairement à quatre cent cinquante mille gourdes (450,000 gds) de dommages intérêts et aux frais et dépens de l'instance. Commet l'huissier Yvan Charmelus pour la signification de cette décision.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Josier MOZEAU, Juge en audience civile et publique du 29 juin 2023 en présence de Me. Guy MONDELUS, Substitut Commissaire du Gouvernement assisté de notre Greffier Willy BERNABE.
Il est ordonné....etc....
En foi de quoi....etc....

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après en avoir délibéré selon le vœu de la loi, maintient le défaut octroyé à l'audience contre le sieur Riglès Barthelemy en faveur de la dame Lory Billy Josephine Lainé résilie le bail liant les parties ; ordonne le déguerpissement du sieur Riglès Barthelemy de la maison de la demanderesse située à Carrefour, Brochette 99,
Rue la paix # 107 ; rejette l'exécution provisoire sans caution sollicitée par la demanderesse; condamne le cité à dix mille gourdes de dommages-intérêts et honoraires des Avocats poursuivant et frais et dépens de la procédure ; commet l'huissier Ruland François de ce tribunal.
Me kesny LEON ,av
Me Jean Eric FRANCOIS, av

AVIS JUDICIAIRE

Ces causes et motifs et tous autres à suppléer de droit d'office et d'équité, le Tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi, jugeant à charge d'appel et en ses attributions civiles, se déclare compétent pour connaitre l'action possessoire tout en accueillant favorablement l' action de la demanderesse, Madame Odette Fabien pour être juste et fondée, condamne le Cité, le sieur Manès Céus, par défaut, maintient la demanderesse en possession et condamne le cité à faire place nette dans la possession de cette dernière et le condamne à payer Vingt- Cinq Mille (25.000.00) Gourdes) de dommages intérêts et aux frais et dépens de la procédure. Donné de nous, Me Abias Jeune, Avocat, Juge de Paix suppléant de la Commune de Maïssade, en date du onze juillet deux mille vingt-trois, avec l'assistance du Greffier Joseph Cléaford. Il est mandaté, ordonné à Tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution aux officiers, aux officiers du Ministère Public près des Tribunaux civils d'y tenir la main et à Tous commandants et autres officiers de la force Publique de prêter la main forte lorsqu'ils en seront légalement requis. En foi de quoi, la minute du présent jugement est signée du juge et du Greffier. Ainsi signé: Me Abias Jeune, Juge Suppléant et Joseph Cléaford, Greffier.
Fait à Hinche le 13 Octobre, deux mille vingt-trois.
Me Yvon Cadichon, Avocat.

AVIS DE DIVORCE

Il est porté à la connaissance des intéressés qu'un jugement rendu par défaut le jeudi 13 juillet 2023 par le Tribunal de Première Instance de Port-au- Prince, jugeant en ses attributions civiles de divorce, a admis le divorce de Madame Samuel Micael Roland THADAL née Ann Christelle CAMEAU d'avec son époux Samuel Micael Roland THADAL, pour injures graves et publiques, et prononcé la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux.
Lequel jugement est prononcé en audiences sus énoncées par le Juge Nelson CILIUS dudit tribunal assisté du Greffier Mozart TASSY.
Joseph P.N DUCASSE, Av

AVIS JUDICIAIRE

Le Tribunal après avoir délibéré conformément à la loi au nom de la république à charge d'appel se déclare compétent pour entendre l'affaire en expulsion des lieux pour occupation illégale; Accueille l'action pour être juste et fondée, maintient le défaut requis et octroyé à la barre contre les cités ; ordonne l'expulsion des nommés Joseph Wilner, Zamy Dieunel et Delva ainsi connu de la propriété du requérant située à l'adresse sus-indiquée; le condamne aux frais de dépens de l'instance; commet l'huissier Jeffly ALCIRIN pour la signification de la présente décision.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Jean Flaury RAYMOND, Juge en audience civile et publique du Jeudi dix (10) Août deux mille vingt-trois (2023), An 220e de l'indépendance, avec l'assistance du greffier Wang Steeve MAJOR.
Il est ordonné à tous huissiers, sur ce requis, de mettre le présent jugement à exécution; aux officiers du ministère public près les tribunaux civils, d'y tenir la main ; à tous commandants et autres officiers de la force publique, d'y prêter main-forte, lorsqu'ils en seront légalement requis.
En foi de quoi, la minute du présent jugement a été signée par le Juge de Paix et le Greffier.
Me. Jean Bernard Raphael, Av.-

AVIS DE DIVORCE

Le Tribunal accorde défaut à Madame Jonathan Nickinson PIERRE Louis, née Chantal Beauvil contre Jonathan Nickinson PIERRE LOUIS, en audience civile ordinaire et publique. en date du six Juillet 2023.
Juge Greffier en siège: Nelson Alius Mozart Tassy
Huissier Commis pour la signification : Gabriel Canal.
En présence de Maître Lucnas Etienne Substitut Commissaire du Gouvernement du Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince,
Officier désigné pour la Transcription de l'acte
Officier d'Etat civil de la Section Est de Port-au-Prince
Maître Darline Moise et Jean-Fritz BOIROND, Barreau de Port-au-Prince

Déclaration du Comité d'organisation pour la reconstitution de la IVe Internationale



C'est avec émotion que les travailleurs, les jeunes et les peuples du monde déplorent les milliers de victimes civiles, en particulier ces jeunes et ces enfants brutalement arrachés à la vie en Israël et à Gaza.

« C'est la guerre ! », a proclamé le Premier ministre israélien Netanyahou. En réalité, cela fait soixante-quinze ans que la guerre dévaste la région, elle n'a pas commencé le 7 octobre 2023. Depuis soixante-quinze ans, le peuple palestinien est expulsé de sa terre, chassé de ses villages, ses maisons sont détruites. Depuis soixante-quinze ans, il se voit interdire le droit au retour et confronté à une colonisation qui dévore toujours plus la terre palestinienne. Soumis à un véritable régime d'apartheid fait de discrimination, d'oppression et d'humiliation, il n'a pourtant jamais cessé de résister et de combattre.

De toutes parts aujourd'hui, des responsables – en particulier ceux des organisations et partis de « gauche » qui parlent au nom des travailleurs – en appellent à l'ONU pour ouvrir, disent-ils, la voie à une *« paix juste et durable »*.

Or, c'est un fait : c'est dans la résolution 181 de l'ONU, adoptée le 29 novembre 1947, que la tragédie en cours trouve ses racines. C'est cet accord scellé à l'ONU entre l'impérialisme américain – entraînant les impérialismes britannique et français – et la bureaucratie de l'URSS dirigée par Staline, qui a imposé la partition de la Palestine, divisant artificiellement son territoire en un « État juif » et un « État arabe », ce dernier n'ayant jamais vu le jour.

C'est également un fait que dans les quatre-vingt-trois résolutions ultérieures de l'ONU consacrées à la Palestine, jamais aucune des modestes demandes adressées à l'État d'Israël n'a jamais été réalisée : qu'il s'agisse du droit au retour des réfugiés palestiniens (résolution 194) ou qu'il s'agisse du retrait de l'armée israélienne des territoires occupés en 1967 (résolution 242).

La seule résolution qui devait avoir force de loi, c'est celle par laquelle les grandes puissances imposaient la partition à tous les habitants de Palestine, arabes et juifs. Partition dont la Nakba de 1948 et tous les massacres commis depuis (quelles que soient la religion et la nationalité de leurs victimes) découlent directement.

Rappelons ce qu'écrivaient les militants de la section palestinienne de la IVe Internationale en septembre 1947 dans leur journal *La Voix de la classe* : *« La proposition de la Commission des Nations unies ne constitue une solution ni pour les Juifs ni pour les Arabes, c'est une solution purement et simplement dans l'intérêt des pays impérialistes. Les dirigeants politiques sionistes se sont précipités sur cet os à ronger que leur a lancé l'impérialisme (…). Et le Parti communiste de Palestine ? Il attend semble-t-il une solution "juste" de la part des Nations unies. De toute façon, il continue à avoir des illusions sur les Nations unies et, en ce sens, il aide à camoufler et à mettre en œuvre les plans de l'impérialisme. »*

Pour Netanyahou et son gouvernement, les massacres et la guerre qui se déchaînent aujourd'hui tombent à point nommé. Confronté depuis plusieurs mois à la plus importante crise de l'État sioniste depuis sa création, c'est l'occasion rêvée pour Netanyahou – personnellement menacé de prison pour corruption – de prendre la tête d'un gouvernement d'« union nationale » avec ceux-là mêmes qui, hier, le conspuaient dans la rue.

Il n'en reste pas moins – et nombre de juifs israéliens en prennent conscience – que les événements récents confirment d'une manière tragique l'avertissement que lançait en 2008 l'ancien président de l'Organisation sioniste mondiale, Avraham Burg : *« Israël qui devait être un refuge pour les Juifs est devenu l'endroit le plus dangereux pour eux. »*

Pour l'impérialisme américain, le soutien immédiat apporté à Netanyahou – derrière lequel se sont rangés comme de bons petits soldats les Macron, Sunak, Scholz, Meloni, Trudeau et Kishida – s'inscrit dans un contexte où le militarisme et la guerre contre les peuples deviennent l'un des principaux moyens, pour l'impérialisme, de surmonter la crise du régime capitaliste, fondé sur la propriété privée des moyens de production. Après la dévastation de régions entières d'Afrique et du Moyen-Orient, après la guerre en Ukraine, et alors que l'impérialisme américain ne masque même plus ses préparatifs de guerre contre la Chine, c'est désormais une guerre de longue durée qui est engagée en Palestine, avec les menaces d'ores et déjà de son extension dans toute la région et jusqu'en Iran. C'est ce que les travailleurs et les peuples constatent quand Washington envoie dans la région le porte-avions USS Gerald Ford, l'un des plus grands navires militaires du monde, ou quand le secrétaire général de l'OTAN, Stoltenberg, déclare le 12 octobre : *« Israël n'est pas seul. »*

Pour tous les gouvernements impérialistes, les événements tragiques en cours sont une nouvelle fois l'occasion de tenter de réaliser l'union sacrée derrière eux, de remettre en cause les libertés démocratiques : liberté d'expression, de manifestation, etc., et aussi de tenter d'utiliser les événements en cours comme un instrument de division artificielle entre travailleurs et jeunes sur des bases religieuses.

La spirale infernale de la guerre qui ne cesse de s'étendre et de se généraliser doit être brisée. Et la seule force sociale capable de la briser, ce sont les travailleurs du monde. Les partisans de la reconstitution de la IVe Internationale, comme de très nombreux militants, groupes et organisations dans le mouvement ouvrier international, estiment qu'il n'y a rien de plus urgent que d'exiger :

- l'arrêt immédiat des bombardements ;
- la levée du blocus de Gaza.

Au-delà de ces exigences immédiates, les partisans de la reconstitution de la IVe Internationale réaffirment qu'il faudra bien une solution démocratique en Palestine. C'est bien évidemment au peuple palestinien d'en décider les modalités.

Pour leur part, les partisans de la reconstitution de la IVe Internationale réaffirment la position que notre courant n'a jamais abandonnée. Celle que la IVe Internationale affirmait lors du vote de l'ONU de 1947 : la IVe Internationale *« sera à l'avant-garde du combat contre la partition, pour une Palestine unie et indépendante, dans laquelle les masses détermineront souverainement leur destin par l'élection d'une Assemblée constituante. Contre les* effendis *et les agents impérialistes, contre les manœuvres des bourgeoisies égyptienne et syrienne qui essaient de dévier la lutte pour l'émancipation des masses en lutte contre les juifs, elle appellera à la révolution rurale, à la lutte anticapitaliste et anti-impérialiste, qui sont les moteurs essentiels de la révolution arabe. Mais elle ne peut mener ce combat avec une chance de succès qu'à condition qu'elle prenne position, sans équivoque, contre la partition du pays et l'établissement d'un État juif » (éditorial de la revue IVe Internationale,* novembre-décembre 1947).

Une position affirmée par la IVe Internationale immédiatement au lendemain de la signature des accords d'Oslo (septembre 1993) : *« La constitution de cet "autogouvernement"* (l'Autorité palestinienne érigée par Oslo – ndr), *qui nie le droit du peuple palestinien à disposer de lui-même, amène Arafat, dans la lettre qu'il a adressée au Premier ministre d'Israël, à déclarer, au sujet de la charte palestinienne sur laquelle s'est fondée l'OLP, que "les considérants de la charte qui sont contradictoires avec ces accords sont désormais nuls et non avenus"*. Répétons-le, pour les grandes puissances, avec à leur tête l'impérialisme américain, il ne s'agit pas de la paix et du droit des peuples, mais de l'ordre impérialiste. Parce que cet accord est fondé sur la partition, sur l'éclatement, sur la négation des droits des peuples, sur l'oppression et la négation de la démocratie, il crée toutes les conditions pour de nouveaux affrontements, de nouvelles guerres, de nouveaux massacres. »*

C'est un fait, la situation que connaît la Palestine en 2023 était inscrite trente ans plus tôt dans les accords d'Oslo, salués à l'époque par un large consensus de toutes les forces de droite et de « gauche » à l'échelle internationale et dans chaque pays.

À l'époque, la IVe Internationale opposait aux accords d'Oslo la perspective d'une *« nation palestinienne, unie et fraternelle (…), nécessairement liée au combat d'émancipation de tous les peuples de la région pour établir une union sur un pied d'égalité des peuples et des États du Proche- et du Moyen-Orient, libérés de l'oppression impérialiste, libérés de la domination et de l'exploitation de la classe des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie. C'est par la lutte des travailleurs et la lutte des peuples, dans la réalisation de leur unité contre l'impérialisme, que peut être ouverte une issue à l'humanité tout entière. C'est pourquoi la IVe Internationale se tient fidèlement sur le terrain de la devise de la Première Internationale : "L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes." Pour la IVe Internationale, c'est aux travailleurs, c'est aux peuples de décider de leur avenir. »*

Qui osera dire que ces lignes rédigées il y a trente ans ont perdu de leur force et de leur actualité ? Telles sont nos positions : nous les soumettons à la réflexion de tous les travailleurs, militants et jeunes attachés à la cause de la paix, de la justice et du progrès social.

Le 14 octobre 2023

* En 1969, le mouvement national palestinien affirmait : *« Le mouvement de libération palestinien déclare solennellement que l'objectif final de cette lutte réside dans la restauration de l'État démocratique et indépendant de la Palestine, où tous les citoyens, quelles que soient leur race et leur religion, jouiront de droits égaux. »* En 1970, le IIe Congrès mondial sur la Palestine, organisé par le mouvement national palestinien, déclarait : *« Tous les juifs, musulmans et chrétiens auront droit à la citoyenneté palestinienne. »* Ces positions ont été abandonnées par toutes les directions palestiniennes. Quant au Hamas, il s'est prononcé, le 1er mai 2017, pour *« un État dans les frontières de 1967 »*.

Un historien israélien explique pourquoi il soutient les Palestiniens



11 octobre 2023, ville de Gaza - Des Palestiniens, dont certains sont blessés ou ont récupéré leurs biens, traversent le quartier d'Al-Karama qui a été détruit par les frappes aériennes israéliennes. Les forces coloniales israéliennes continuent de pilonner la bande de Gaza pour la cinquième journée. Photo : MohammedZaanoun/ Activestills

Par Ilan Pappe*

Le sept octobre, la résistance palestinienne a lancé une vaste opération baptisée « Déluge d'Al-Aqsa », qui a fait plus de 1200 morts parmi les Israéliens. Les frappes aériennes israéliennes ont tué au moins 950 Palestiniens et déplacé plus de 260 000 personnes. Pour beaucoup, il s'agit d'un deuxième ou d'un troisième déplacement, puisque la majorité des habitants de Gaza sont des réfugiés de toute la Palestine. Les forces coloniales israéliennes ont également décrété un siège total de la bande de Gaza, privant les deux millions d'habitants de l'enclave d'accès à la nourriture, à l'eau, au carburant et à l'électricité.

Il n'est pas toujours facile de s'en tenir à sa boussole morale, mais si elle pointe vers le nord – vers la décolonisation et la libération – elle vous guidera très probablement à travers le brouillard de la propagande empoisonnée.

Il est difficile de garder son sens moral lorsque la société à laquelle on appartient – dirigeants et médias confondus – prend le dessus et attend de vous que vous partagiez avec elle la même fureur vertueuse avec laquelle elle a réagi aux événements de samedi dernier, le 7 octobre.

Il n'y a qu'une seule façon de résister à la tentation de se joindre à eux : si vous avez compris, à un moment de votre vie – même en tant que citoyen juif d'Israël – la nature coloniale du sionisme et si vous avez été horrifié par ses politiques à l'encontre du peuple autochtone de Palestine.

Si vous avez pris conscience de cela, vous ne tergiverserez pas, même si les messages empoisonnés décrivent les Palestiniens comme des animaux ou des « animaux humains ». Ces mêmes personnes insistent pour décrire ce qui s'est passé samedi dernier comme un étant « Holocauste », abusant ainsi de la mémoire d'une grande tragédie.

Ces sentiments sont véhiculés, jour et nuit, par les médias et les hommes politiques israéliens.

C'est ce sens moral qui m'a conduit, ainsi que d'autres membres de notre société, à soutenir le peuple palestinien par tous les moyens possibles ; et qui nous permet, en même temps, d'admirer le courage des combattants palestiniens qui se sont emparés d'une douzaine de bases militaires, surmontant l'armée la plus puissante du Moyen-Orient.

Par ailleurs, des personnes comme moi ne peuvent s'empêcher de poser des questions sur la valeur morale ou stratégique de certaines des actions qui ont accompagné cette opération. Parce que nous avons toujours soutenu la décolonisation de la Palestine, nous savions que plus l'oppression israélienne se poursuivrait, moins la lutte de libération aurait de chances d'être « stérilisée » – comme cela a été le cas dans toutes les luttes de libération justes du passé, partout dans le monde.

Cela ne signifie pas que nous ne devrions pas garder un œil sur le tableau d'ensemble, ne serait-ce qu'une minute. Ce tableau est celui d'un peuple colonisé luttant pour sa survie, à un moment où ses oppresseurs ont élu un gouvernement déterminé à accélérer la destruction, voire l'élimination du peuple palestinien – ou même de sa revendication à être un peuple.

Le Hamas se devait d'agir, et rapidement. Il est difficile d'exprimer ces contre-arguments parce que les médias et les politiciens occidentaux se sont ralliés au discours israélien et à sa narration, aussi problématique soit-elle.

Je me demande combien de ceux qui ont décidé de revêtir le Parlement de Londres et la Tour Eiffel de Paris des couleurs du drapeau israélien comprennent vraiment comment ce geste apparemment symbolique est reçu en Israël.

Même les sionistes libéraux, dotés d'un minimum de décence, ont interprété cet acte comme une absolution totale de tous les crimes commis par les Israéliens contre le peuple palestinien depuis 1948, et donc comme une carte blanche pour poursuivre le génocide qu'Israël est en train de perpétrer contre la population de Gaza.

Heureusement, les événements de ces derniers jours ont suscité des réactions différentes.

Comme par le passé, de larges pans des sociétés civiles occidentales ne se laissent pas facilement duper par cette hypocrisie, qui s'est déjà manifestée dans le cas de l'Ukraine.

Nombreux sont ceux qui savent que depuis juin 1967, un million de Palestiniens ont été emprisonnés au moins une fois dans leur vie. Et avec l'emprisonnement, viennent les abus, la torture et la détention permanente sans procès.

Ces mêmes personnes connaissent également l'horrible réalité qu'Israël a créée dans la bande de Gaza lorsqu'il a bouclé la région, imposant un siège hermétique, à partir de 2007, accompagné du meurtre incessant d'enfants en Cisjordanie occupée.

Cette violence n'est pas un phénomène nouveau, puisqu'elle est le visage permanent du sionisme depuis la création d'Israël en 1948.

Grâce à cette même société civile, mes chers amis israéliens, votre gouvernement et vos médias finiront par se tromper, car ils ne pourront pas revendiquer le rôle de victimes, recevoir un soutien inconditionnel et s'en tirer avec leurs crimes.

Le tableau d'ensemble finira par apparaître, en dépit de la partialité inhérente aux médias occidentaux.

La grande question, cependant, est la suivante : mes amis israéliens, serez-vous en mesure de voir clairement ce même tableau d'ensemble ? Malgré des années d'endoctrinement et de manipulation à grande échelle ?

Et, ce qui n'est pas moins important, serez-vous capables d'apprendre l'autre leçon importante – celle que l'on peut tirer des événements récents – à savoir que la force seule ne peut pas trouver l'équilibre entre un régime juste d'une part et un projet politique immoral d'autre part ?

Mais il existe une alternative. En fait, il y en a toujours eu une : Une Palestine dé-sionisée, libérée et démocratique, du fleuve à la mer ; une Palestine qui accueillera les réfugiés et construira une société qui ne discrimine pas sur la base de la culture, de la religion ou de l'appartenance ethnique.

Ce nouvel État s'efforcerait de corriger, dans la mesure du possible, les maux du passé, en termes d'inégalité économique, de vol de propriété et de déni de droits. Cela pourrait annoncer une nouvelle ère pour l'ensemble du Moyen-Orient.

Il n'est pas toujours facile de s'en tenir à sa boussole morale, mais si elle pointe vers le nord – vers la décolonisation et la libération – alors elle vous guidera très probablement à travers le brouillard de la propagande empoisonnée, des politiques hypocrites et de l'inhumanité, souvent perpétrées au nom de « nos valeurs occidentales communes ».

*Ilan Pappe est professeur à l'université d'Exeter. Il était auparavant maître de conférences en sciences politiques à l'université de Haïfa. Il est l'auteur de Le nettoyage ethnique de la Palestine, The Modern Middle East, A History of Modern Palestine : One Land, Two Peoples, et Ten Myths about Israel.

Pappe est décrit comme l'un des "nouveaux historiens" d'Israël qui, depuis la publication de documents déclassifiés par les gouvernements britannique et israélien au début des années 1980, ont réécrit l'histoire de la création d'Israël en 1948.



Un Palestinien sauve un bébé prématuré qui se trouvait à côté de sa mère lorsque celle-ci a été tuée lors d'une frappe aérienne israélienne qui a visé leur maison dans la ville de Gaza

Chronique de la Palestine 10 Octobre 2023

Nous portons le deuil des mineurs turcs



En Turquie, l'explosion d'une mine fait 41 morts

Une explosion dans une mine de charbon à Amasra, en Turquie, ce 14 octobre, a tué 41 mineurs. IndustriALL Global Union et industriAll Europe sont indignés et attristés par cet accident évitable et adressent leurs condoléances aux familles des victimes.

Cent dix mineurs se trouvaient sous terre dans la mine, qui appartient à l'entreprise publique Turkish Hard Coal Corporation (TTK), lorsque l'explosion s'est produite. Cinquante-huit mineurs ont été secourus et onze sont hospitalisés, certains dans un état grave, selon nos informations. Les secouristes ont trouvé les corps sans vie de 41 mineurs.

L'enquête est en cours, mais les premières constatations indiquent que l'explosion s'est produite à cause du grisou. IndustriALL Global Union et Europe revendiquent une enquête en bonne et due forme avec la participation des syndicats et que les responsables aient à répondre de leurs actes.

Cette explosion met en lumière la situation dans les mines turques du point de vue de la sécurité. La région occidentale de la mer Noire est connue comme étant un bassin houiller où l'on exploite des mines depuis le XIXe siècle.

Les archives indiquent qu'environ 5.000 mineurs ont été tués dans la région tout au long de cette période d'exploitation, avec plusieurs accidents mortels au cours de la dernière décennie. En 2010, 30 travailleurs ont été tués à Zonguldak et en 2013 huit ont été tués à Kozlu.

En 2014, la Turquie a connu le pire accident minier de son histoire à Soma, où 301 mineurs ont péri. Cet accident a contraint le gouvernement turc à ratifier la convention 176 de l'OIT sur la sécurité dans les mines et à modifier la législation nationale.

Mais la réalité dans les mines turques a très peu évolué. La Cour des comptes turque a visité la mine d'Amasra et en a identifié les dangers et les risques dans son rapport de 2019 : « *En 2019, la profondeur de production moyenne de l'établissement (la mine) est de moins 300 mètres. Cette exploitation à des niveaux plus profonds provoque une augmentation des risques d'accidents graves tels que le rejet brutal de gaz et l'explosion de grisou. On sait que les teneurs en gaz sont élevées dans toutes les veines exploitées, que leurs capacités de rejet sont élevées et que le risque augmente encore plus dans les zones de faille. C'est pourquoi, outre les dispositions de la législation en vigueur, il convient que les dispositions de la "Directive institutionnelle sur les rejets" soient respectées scrupuleusement.* »

Luc Triangle, Secrétaire général d'industriAll Europe, a déclaré : « Nous sommes extrêmement tristes et indignés par cette explosion survenue à Amasra. Nous présentons nos sincères condoléances aux familles et souhaitons un prompt rétablissement aux mineurs blessés. Nous continuerons à apporter notre soutien à l'amélioration des conditions dans les mines de Turquie. »

Kemal Özkan, Secrétaire général adjoint d'IndustriALL Global Union, a pour sa part déclaré : « *Tout comme les accidents précédents, celui-ci aurait pu être évité. Il s'agit en fait d'un homicide, pas d'un accident. La Turquie doit en faire beaucoup plus ; il est inacceptable d'assister à des meurtres dans les mines au 21e siècle. Ce n'est pas le destin des mineurs. Nous assurons les mineurs turcs de notre indéfectible solidarité* »

IndustriALL Global Union et des syndicats européens effectueront une visite d'urgence sur place, auprès du syndicat des mineurs turc Genel Maden-Is, représentatif au sein de la mine d'Amasra.

IndustriAll 15 octobre 2022

Panama : Les protestations se poursuivent contre le contrat entre le gouvernement et le secteur minier



Les organisations qui composent l'Alianza Pueblo Unidos por la Vida se rassembleront aujourd'hui devant le Contrôleur général de la République pour rejeter le contrat signé par le gouvernement et Minera Panamá.

La mesure de pression intervient après que l'Exécutif a révisé le texte original renvoyé par l'Assemblée Nationale (Parlement) après consultations citoyennes et avec des modifications seulement sur quatre points, que les groupes considèrent simples et dénoncent comme une manœuvre pour retarder le processus et imposer le pacte.

Les revendications contre le contrôleur Gerardo Solís sont similaires à celles des actions précédentes dans lesquelles des groupes sociaux et environnementaux répudient cet accord, déclaré inconstitutionnel en 2017 par la Cour suprême de justice.

Les porte-parole de l'Alliance, tels que Marcos Andrade, Saúl Méndez et Jorge Guzmán, ont déclaré à Prensa Latina qu'ils avaient précédemment remis une lettre adressée au président de la République, Laurentino Cortizo, dans laquelle ils expliquent les raisons du large rejet du contrat avec la filiale de la société transnationale Canadian First Quantum Minerals (FQM), nuisible à la souveraineté.

Ils ont également déposé des plaintes pénales contre le procureur général, Javier Caraballo, et contre la juge María Eugenia López, présidente du CSJ, pour omission de fonctions ; et recours similaire auprès des dirigeants de la FQM, auteurs matériels des crimes signalés.

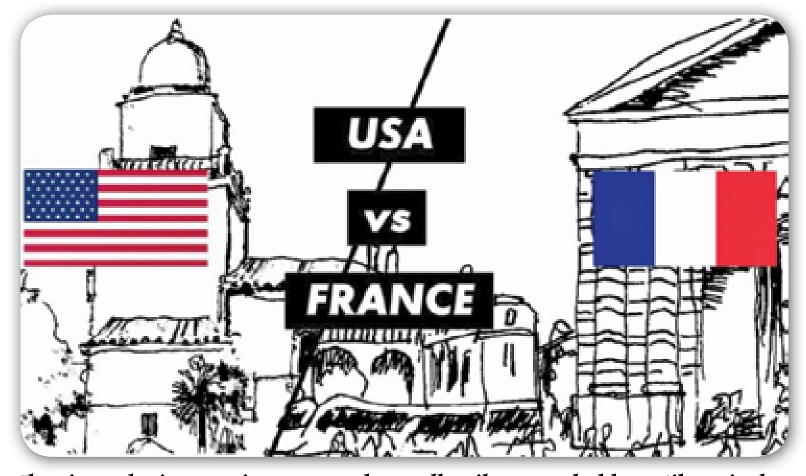
Les organisations attirent l'attention sur l'essence d'un contrat de concession qui permet le vol indéfini de ressources naturelles et de graves dommages à l'environnement, à la santé humaine et aux communautés entourant la plus grande mine de cuivre d'Amérique centrale comme Donoso et Omar Torrijos (Colón) et La Pintada (Coclé), selon la lettre.

Si ce texte est approuvé et qu'un deuxième débat est organisé par les députés, les groupes ont également annoncé la fermeture totale de plusieurs localités du pays pour accompagner une nouvelle marche et manifestation massive aux abords du Parlement.

Pour sa part, Méndez a indiqué que compte tenu de la voie de confrontation sur laquelle parie l'Exécutif, les organisations sauront faire échouer le contrat minier léonin dans les rues.

Prensa Latina 16 octobre 2023

Divisions entre la France et les États-Unis sur la République centrafricaine



Il existe plusieurs raisons pour lesquelles il est probable qu'il y ait des divergences entre les Français et les Américains sur la République centrafricaine

Des divergences sont apparues entre la France et l'Amérique dans leur politique internationale à l'égard de la République centrafricaine, notamment après des rapports récents sur le partenariat entre le gouvernement de la République centrafricaine et l'organisation américaine Bancroft Global Development.

Hier, des membres des ministères français des Affaires étrangères et de la Défense sont arrivés à Bangui et se sont entretenus directement avec la ministre des Affaires étrangères de la République centrafricaine, Sylvie Baïpo-Temon. Si les circonstances et l'objet de l'entretien n'ont pas été déterminés, l'importance de la rencontre est apparue dans le secret de la réunion.

Les représentants des ministères français des Affaires étrangères et de la Défense ont rencontré aujourd'hui le président Touadera à l'hôtel Ledger. L'un des sujets abordés a été la prolongation du mandat de la Mission européenne de formation, qui est actuellement le seul moyen pour contrôler le bloc de pouvoir en République centrafricaine.

Les Français ont également discuté avec le président Touadera de la présence du groupe Wagner en République centrafricaine, en même temps ils ont exprimé leur mécontentement face à des informations sur une éventuelle coopération avec le Bancroft américain. La mission française a tenté de persuader les dirigeants de la République centrafricaine de ne pas coopérer avec le Bancroft américain.

Selon des sources confirmées, les Français craignent fortement que le Bancroft tente de conclure avec le gouvernement de la République centrafricaine une alliance temporaire qui ne servirait pas les intérêts des Français et mettrait fin à tout espoir de présence de la France dans le pays.

Actuellement, pour de nombreux experts politiques, il existe plusieurs raisons pour lesquelles il est probable qu'il y ait des divergences très importantes entre les Français et les Américains en ce qui concerne la politique africaine, en particulier les anciennes colonies françaises.

Ce conflit franco-américain n'est pas nouveau sur le continent africain. Si les deux parties se présentent comme des alliés aux yeux du monde, la réalité est tout autre et leurs propres intérêts sont prioritaires. C'est pourquoi l'Amérique tente d'entrer en République centrafricaine pour prendre la place de la France.

Mais surtout, en travaillant avec les médias et le soutien politique, nous pouvons grandement bénéficier du conflit américano-français. Ce conflit nous donne le temps de développer une stratégie plus spécifique pour l'Afrique, et nous ne permettrons pas à nos adversaires d'unir leurs forces pour affronter nos structures.

Afrique Média
13 octobre 2023

Madagascar : nouvelle journée de manifestations à Antananarivo



Des membres de l'opposition malgache manifestent à Antananarivo le 7 octobre 2023. - Copyright © africanews RIJASOLO/AFP or licensors

Nouvelle journée de mobilisation, ce samedi dans la capitale malgache alors que la Haute cour constitutionnelle (HCC), plus haute juridiction de Madagascar, avait ordonné jeudi le report du premier tour de la présidentielle, initialement prévu le 9 novembre, au 16 novembre.

Les partisans du président sortant, Andry Rajoelina, arborant la couleur orange de son parti, ont défilé dans les rues d'Antananarivo.

Dans d'autres quartiers de la ville, des partisans du collectif des 11 candidats à l'élection présidentielle, ainsi que des opposants, étaient également dans la rue, pour dénoncer « un coup d'Etat institutionnel » avant la présidentielle visant à maintenir Rajoelina au pouvoir. L'opposition dénonce une machination du pouvoir pour favoriser Rajoelina et a appelé quasi quotidiennement à protester depuis le début du mois.

Andry Rajoelina, 49 ans, avait accédé au pouvoir en 2009 à la faveur d'une mutinerie. Depuis son élection en 2018, des tensions politiques continuent d'affecter la grande île de l'océan Indien.

Africa News
16 octobre 2023

Un poème pour Gaza



Un cri inhumain
Déchire le silence nocturne
Un cri d'une mère
Au milieu de la nuit
Sous un ciel blanc
Sans étoile

Un visage d'un enfant
Terrorisé par
Les droits de l'homme
Un visage qui regarde
La pluie phosphorescente
Un visage sans larme
L'ennemi a coupé l'eau
Un philosophe
Pétri de Montaigne et de Rousseau
Explique à la télé
Que toutes les vies
N'ont pas la même valeur
Pauvre philosophe
On a honte pour lui
Israël
Cet îlot d'humanisme



Dans un océan d'animaux humains
Un autre philosophe a dit
Écrire un poème après Auschwitz
Est barbare
On peut se demander quels visages
Aurez-vous demain
Oh ! Dirigeants de ce monde
Pour avoir fermé les yeux
Sur ce nettoyage ethnique
Empruntant un couloir
Humanitaire
Je ne parle pas des chefs arabes
Qui ont perdu leur dignité depuis longtemps
Ces mêmes poltrons qui gonflent
Leurs muscles quand

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

AUTO DONATIONS

Drive Out Breast Cancer: Donate a car today! The benefits of donating your car or boat: Fast Free Pickup - 24hr Response Tax Deduction - Easy To Do! Call 24/7: 855-905-4755

HEALTH

VIAGRA and CIALIS USERS! 50 Pills SPECIAL $99.00 FREE Shipping! 100% guaranteed. CALL NOW! 855-413-9574

HEALTH

My Caring Plan's local advisors have helped thousands of families with unique needs find senior living. Can you afford 2k a month in rent? We can help for free! 866-989-1812

HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 888-514-3044

HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-598-5898

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

BATH & SHOWER UPDATES in as little as ONE DAY! Affordable prices - No payments for 18 months! Lifetime warranty & professional installs. Senior & Military Discounts available. Call: 866-393-3636

HOME IMPROVEMENT

Secure your home with Vivint Smart Home technology. Call 866-601-1219 to learn how you can get a professionally installed security system with $0 activation.

MISCELLANEOUS

BEST SATELLITE TV with 2 Year Price Guarantee! $59.99/mo with 190 channels and 3 months free premium movie channels! Free next day installation! Call 888-508-5313

MISCELLANEOUS

DIRECTV Sports Pack - 3 Months on Us! Watch pro and college sports LIVE. Plus over 40 regional

Selon un journaliste israélien, il n'y a aucune preuve de décapitation de bébés par le Hamas



Par Oren Ziv

Plusieurs journalistes rapportent que ni leurs sources ni l'armée israélienne n'évoquent de telles exactions.

Un reportage de la chaîne de télévision israélienne I24 et un article du journal basé à Londres The Jewish Chronicle ont affirmé que jusqu'à 40 bébés israéliens avaient été retrouvés assassinés, dont certains décapités. Cette information a été reprise par les médias internationaux et a fait la une de nombreux médias.

Mais selon Oren Ziv, qui couvre la région avec d'autres journalistes, il n'existe aucune preuve de ces exactions. Ni le porte-parole de l'armée israélienne ni d'autres responsables militaires n'ont mentionné de tels assassinats. « Pendant [la visite organisée pour les médias], les journalistes ont été autorisés à s'adresser aux centaines de soldats présents sur place, sans supervision de l'équipe des porte-parole de l'armée. La journaliste d'I24 a déclaré qu'elle l'avait entendu ''de la bouche des soldats" », rapporte Oren Ziv dans une série de tweets.

« Les soldats avec qui j'ai parlé hier à Kfar Aza n'ont pas mentionné de ''bébés décapités". Le porte-parole de l'armée a déclaré : ''Nous ne pouvons pas confirmer [cette information] à ce stade… nous sommes conscients des actes odieux dont le Hamas est capable" », relate-t-il.

« [Ces informations] présumées obtenues [dans le reportage original] auprès d'un ou de plusieurs soldats se sont dans certains cas transformées et sont devenues virales. Certains médias rapportent "40 bébés tués" ou "40 bébés décapités", tandis que d'autres rapportent "40 bébés tués, certains décapités". [Le chiffre] de 40 bébés tués et/ou décapités n'a jamais été indépendamment vérifié. »

Selon Marc Owen Jones, un expert en désinformation et en médias numériques, l'information non confirmée de 40 bébés assassinés a comptabilisé au moins 44 millions d'impressions, 300 000 likes et plus de 100 000 partages, notamment de la part de JK. Rowling, la romancière britannique qui a créé Harry Potter.

Le président américain Joe Biden a affirmé avoir confirmé des photos d'enfants décapités lors d'une attaque surprise du Hamas contre Israël. « Je fais cela depuis longtemps – je n'aurais jamais vraiment pensé voir et confirmer des photos de terroristes décapitant des enfants », a-t-il précisé lors d'un événement avec les dirigeants de la communauté juive mercredi. La Maison-Blanche a par la suite démenti que le président ait vu de telles photos.

Le bureau politique du Hamas avait publié plus tôt un communiqué niant l'incident, les qualifiant d'« allégations sans fondement ».

L'armée ne « commentera pas publiquement »

Mais des inquiétudes quant à l'exactitude des détails de ces reportages ont été soulevées par Francesca Albanese, rapporteuse spéciale des Nations unies pour les territoires palestiniens occupés, qui a appelé les journalistes à faire preuve de prudence dans leurs reportages. « La divulgation d'informations non vérifiées risque d'aggraver les tensions et de mettre des vies en danger dans un contexte instable », a-t-elle prévenu sur X.

Samuel Forey, journaliste collaborateur pour plusieurs médias francophones dont le site internet du Monde, Le Soir ou encore Médiapart, témoigne aussi sur Twitter : il rapporte que ses sources sur place ne lui ont pas parlé de décapitations, et que deux services de secours affirment de pas avoir été témoins de telles exactions.

Le porte-parole de l'armée, le commandant Nir Dinar, a déclaré mercredi au site américain Insider que l'armée israélienne « n'enquêtera[it] pas sur l'état des corps » et ne « commentera[it] pas publiquement » les allégations selon lesquelles des bébés auraient été décapités par le Hamas.

Il a par ailleurs ajouté qu'il serait « irrespectueux envers les morts » de fournir la preuve des conditions dans lesquelles les victimes israéliennes sont décédées.

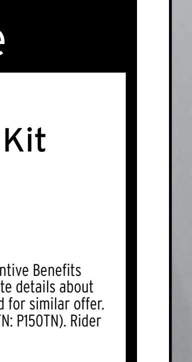
*Oren Ziv, journaliste basé en Israël et collaborateur pour Middle East Eye, affirme qu'il n'existe aucune preuve démontrant que le Hamas a décapité des bébés.

Arrêt sur info
13 octobre 2023

Il s'agit de réprimer leurs peuples
L'histoire vous jugera
Je pleure de tristesse et de rage
Devant l'horreur absolue
À laquelle j'assiste sereinement
Impuissant
Devant mon écran.

Hassan TARFAOUI
LGS 17 Octobre 2023













Burkina Faso : hommage à Thomas Sankara dans la capitale Ouagadougou



Hommage à Ouagadougou à Thomas Sankara devant une grande statue de l'ancien président burkinabé



L'ancien boulevard Charles de Gaulle jouxtant le siège du mémorial a été rebaptisé du nom de Thomas Sankara

Le Burkina Faso a rendu hommage dimanche à Ouagadougou à Thomas Sankara, assassiné lors d'un coup d'Etat le 15 octobre 1987.

Le ministre de la Fonction publique, Bassolma Bazié a lu la déclaration sur le statut de héros de la nation créé en juin 2022 pour honorer des personnes s'étant distinguées par leur bravoure ou leurs prouesses pour la nation.

La cérémonie a eu lieu devant la grande statue de l'ancien président burkinabé, érigée à l'endroit où il avait été assassiné et inhumé en février dernier

Le capitaine Traoré a procédé à la pose d'une première pierre marquant le début de la construction d'un mausolée sur le même site, consacré au père de la révolution burkinabè et à ses douze autres compagnons tués avec lui. En outre, l'ancien boulevard Charles de Gaulle jouxtant le siège du mémorial a été rebaptisé du nom de Thomas Sankara.

Le chef de la transition et capitaine Ibrahim Traoré a présidé la cérémonie, accompagné de plusieurs membres du gouvernement et de présidents d'institutions.

Un jour exceptionnel pour Daouda Traoré, colonel major à la retraite et vice-président du comité international Mémorial Thomas Sankara. « Vous avez aussi décidé que l'ancien boulevard Charles de Gaulle porte désormais le nom de Thomas Sankara, le nom du citoyen burkinabè le plus célèbre au monde. Le nom qui drape ce boulevard du sceau de la dignité et de la souveraineté de notre peuple en adéquation avec notre histoire, notre esprit et notre âme aux convictions anti-impérialistes ».

Africa News
16 octobre 1987



Le capitaine Ibrahim Traore, le 15 octobre 2023, à Ouagadougou. - Copyright © africanews Cleared / AFP